

## La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1845 à 1880

*Isaria N. Kimambo*

Dans le chapitre précédent, l'on a pu voir comment, dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart des sociétés de l'hinterland est-africain s'étaient développées indépendamment les unes des autres. Ce n'était certainement pas des sociétés stagnantes comme les descriptions de certains anthropologues tendraient à nous le faire croire. Des États plus ou moins importants s'étaient constitués dans la zone qui s'étend de la région des Grands Lacs à la Tanzanie occidentale, centrale et du Nord-Est. Des communautés à vocation pastorale et agricole s'étaient fixées dans les zones montagneuses et dans la Rift Valley. Ces sociétés étaient pour la plupart en train de se transformer. Des groupes continuaient à émigrer vers des régions moins propices à l'agriculture et qui étaient restées jusque-là inhabitées, alors même que l'influence de migrations plus récentes, comme celles des Luo et des Masai (Masai), n'était pas encore entièrement absorbée par leurs voisins. Seules la région côtière immédiate et les îles de Zanzibar et de Pemba avaient été entraînées dans le système économique international. Au début des années 1840, l'Afrique orientale fut le théâtre de deux invasions distinctes : l'invasion commerciale, qui devait faire entrer l'arrière-pays dans le système économique international, et l'invasion nguni venant d'Afrique australe, qui provoqua divers mouvements et transformations dans les sociétés existantes. Deux autres facteurs importants ont marqué cette période : la lutte entre les groupes masai et la pression croissante des intérêts européens en Afrique orientale. Ce chapitre se propose d'examiner brièvement ces facteurs dans la période qui va de 1845 à 1884.

## La pénétration omanaise et l'expansion commerciale

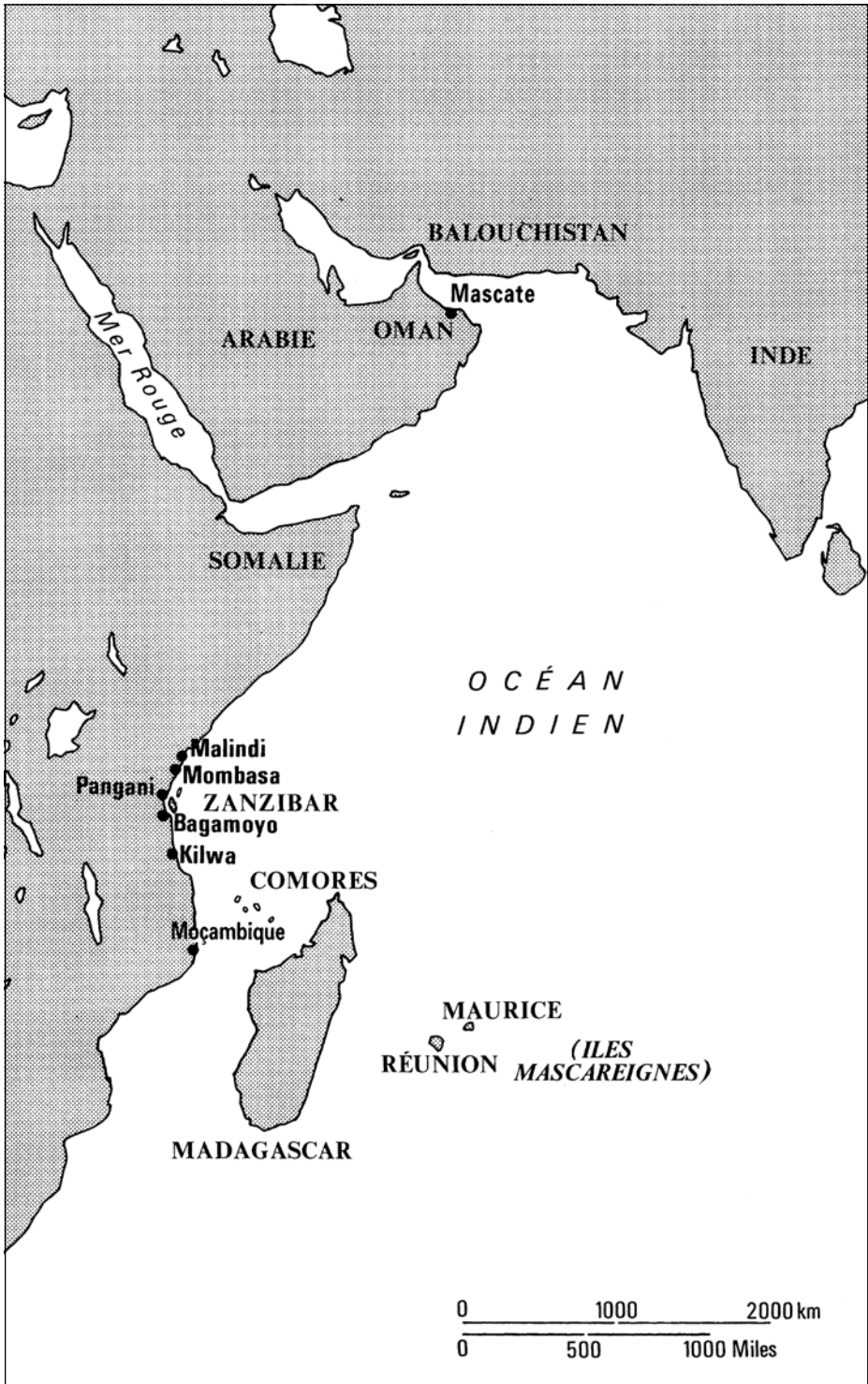
Le déplacement des intérêts politiques et commerciaux omanais d'Oman vers Zanzibar et Pemba, et plus indirectement jusqu'aux cités côtières, a été étudié dans le chapitre précédent. C'est aussi au début du XIX<sup>e</sup> siècle que remontent les causes profondes du développement d'un empire commercial qui parvint à pénétrer au cœur de l'Afrique orientale. À partir de 1840, le trafic de l'ivoire et des esclaves prit rapidement de l'extension et entraîna l'arrière-pays dans le réseau commercial déjà établi sur le littoral.

On a tendance à établir une corrélation entre l'ivoire et les esclaves étant donné que, dans la plupart des cas, ils provenaient de la même région et que les esclaves pouvaient servir au transport de l'ivoire. Mais cette corrélation est superficielle et a été surestimée. Il est toutefois évident que, pour le commerce lointain, tant l'ivoire que les esclaves étaient échangés contre d'autres marchandises, telles que tissus, fils de fer et perles.

Une corrélation bien plus importante repose sur le fait que ces deux produits étaient liés à un système commercial international qui allait réduire l'Afrique orientale à un rôle subalterne et influencer sur son développement dès avant l'instauration du régime colonial. L'Afrique orientale se trouvait ainsi engagée dans le système économique capitaliste bien avant les débuts effectifs du colonialisme.

L'avènement d'un système économique fondé sur les plantations — d'abord celles de l'île Maurice et de la Réunion, sous domination française, mais surtout celles de girofliers à Zanzibar et à Pemba — provoqua l'essor du commerce des esclaves à l'intérieur de l'Afrique orientale. Lorsque Sayyid Sa'ïd déplaça ses intérêts commerciaux de Zanzibar vers l'Afrique orientale, la traite des esclaves à destination de l'île Maurice avait déjà été freinée par l'intervention des Britanniques qui s'emparèrent de l'île en 1810. Mais Sayyid Sa'ïd encouragea le développement des plantations de girofliers et de cocotiers à Zanzibar et à Pemba. Quand il transféra sa capitale à Zanzibar, peu après 1840, la culture des girofliers constituait déjà la principale activité économique, dont le travail servile était le moteur. Cet état de choses favorisa l'apparition d'une classe de propriétaires terriens, constituée d'abord principalement d'Arabes, puis, vers les années 1860, aussi de *Shīrāzī* et d'Indiens. On estime généralement que, à partir de 1860, les îles de Zanzibar et de Pemba recevaient près de 10 000 esclaves par an — sans compter ceux qui étaient destinés à l'approvisionnement des marchés étrangers (surtout arabes). On a pu établir que, dans les années 1860, le seul marché de Zanzibar ne recevait pas moins de 70 000 esclaves par an, et que le trafic le plus important avait débuté après 1840<sup>1</sup>. Bien que ces chiffres aient pu être fortement exagérés, ils indiquent néanmoins que le commerce des esclaves s'était développé de façon considérable dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

1. E. A. Alpers, 1967, p. 11; 1974, p. 236.



10.1. L'océan Indien au XIX<sup>e</sup> siècle.

[Source: tiré de P.D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, *African history*, 1978, p.394.]

Le second produit commercial en provenance d'Afrique orientale était l'ivoire. Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment le marché de l'ivoire avait commencé à se développer dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, développement dû à la demande croissante d'un Occident industrialisé que le marché traditionnel de l'Inde ne suffisait plus à satisfaire. Auparavant, l'Europe et les États-Unis d'Amérique se procuraient ce produit en Afrique occidentale. Mais la demande d'ivoire africain s'accrut lorsqu'on s'aperçut qu'il était d'une qualité supérieure (moins dur), plus propre à la fabrication des articles de luxe, tels que peignes, boules de billard et touches de piano, que réclamaient les classes les plus aisées de la société. Tous les efforts déployés par les Britanniques pour exercer un contrôle direct sur ce marché, à partir de l'Afrique orientale, échouèrent, parce que les marchands indiens étaient déjà bien implantés dans la région, et qu'ils expédiaient l'ivoire sur Bombay d'où il était ensuite réexporté vers l'Europe. Seuls quelques Américains réussirent peu à peu à devenir les premiers marchands occidentaux de Zanzibar, tout en restant largement tributaires de leurs concurrents indiens.

Il va de soi que les termes de l'échange, dans ces deux commerces particuliers, étaient très avantageux pour ceux qui les pratiquaient. De grandes routes commerciales rayonnaient à partir des villes côtières (Kilwa, Bagamoyo, Pangani, Tanga et Mombasa) jusqu'à plusieurs points de l'arrière-pays, si bien que, après 1870, la plus grande partie de la région correspondant aujourd'hui à la Tanzanie, au Kenya, à l'Ouganda, au Zaïre oriental, au nord de la Zambie, au Malawi et au Mozambique septentrional, formait un immense hinterland relié à Zanzibar par l'intermédiaire de ces villes côtières et par là même intégré, à des degrés divers, au réseau commercial international.

Il est tentant de ne voir dans cet essor du commerce lointain qu'un épisode malheureux dont il se trouva que les Africains furent les impuissantes victimes. Et il est certain que la traite, qui avilit l'être humain, a laissé dans les sociétés de l'Afrique orientale des séquelles personnelles et morales particulièrement funestes. Bien plus grande, cependant, a été l'influence du commerce dans son ensemble sur le développement effectif des sociétés considérées. Les Africains, en l'occurrence, ne s'en tinrent pas au rôle de spectateurs. Nous montrerons par quelques exemples que, dans bien des cas, ils prirent eux-mêmes l'initiative d'établir des relations commerciales avec la côte. Il est pourtant difficile d'évaluer à sa juste mesure l'incidence économique générale de cette invasion commerciale sur les sociétés africaines. Il est plus facile de reconnaître les apports tangibles de la pénétration côtière aux territoires de l'intérieur, sous la forme, par exemple, d'espèces nouvelles — le maïs et le riz —, ou ses effets culturels, représentés par l'extension de l'islam et, de manière plus significative encore, par les progrès de la langue swahili. Mais quels en furent les effets économiques ?

Philip D. Curtin, évaluant les effets d'un commerce du même genre, mais dans la région de la Sénégambie, conclut : « Les données sont largement assez précises pour que l'on puisse affirmer de manière générale que, malgré

la probabilité de mouvements inverses très marqués pendant les temps de guerre, les termes de l'échange se sont considérablement modifiés en faveur de la Sénégambie pendant près de deux siècles. Même si les estimations sont inférieures de moitié, ou supérieures du double, aux chiffres réels, cette amélioration d'ensemble a dû se traduire, entre 1680 et 1830, par une multiplication de cinq à vingt des avantages reçus. Pour prendre une estimation moyenne, à la fin de la période considérée, les Sénégambiens recevaient dix fois plus que ce qu'on leur donnait, cent cinquante ans auparavant, pour le même volume de biens d'exportation<sup>2</sup>. »

Il n'existe malheureusement pas de données comparables pour l'Afrique orientale. R. Coupland, à partir des statistiques relatives à Zanzibar et à certains centres côtiers, a pu montrer, par exemple, que le profit annuel de Kilwa atteignait 120 000 livres en 1876; et que, de 1869 à 1876, les recettes des douanes de Zanzibar étaient passées de 65 000 livres à plus de 100 000 livres par an<sup>3</sup>. Cela semble indiquer qu'il y aurait lieu de procéder, au moins dans le cas de Zanzibar, à une étude analogue à celle de la Sénégambie. Mais il est probable qu'elle ne nous apprendrait pas grand-chose des nombreuses sociétés de l'arrière-pays qui participaient aux activités commerciales. On sait que, en 1870, l'économie de plantation, fondée sur une main-d'œuvre servile, avait commencé à s'étendre à la côte et à l'intérieur de la région, le long des routes caravanières, afin surtout de produire les denrées (céréales) nécessaires à l'alimentation des couches aisées et des classes laborieuses de Zanzibar et de Pemba, et de pourvoir aux besoins des grandes caravanes qui s'enfonçaient dans l'arrière-pays ou qui en revenaient<sup>4</sup>. Le tableau reste cependant incomplet. En outre, même dans l'hypothèse où on pourrait l'achever, démontrer que le producteur africain obtenait à tel moment plus que ce qu'il recevait auparavant ne changerait pas le caractère d'exploitation du système commercial capitaliste international de l'époque. En fait, les commerçants de la côte et leurs alliés africains n'étaient que les intermédiaires des négociants européens, à qui revenait la plus grande part des profits. Le producteur africain était exploité non seulement par les intermédiaires, mais aussi par les commerçants européens. La situation apparaît encore plus dramatique si l'on songe que des êtres humains faisaient l'objet de ce commerce ! On peut ajouter que, entraînés ainsi dans le système économique mondial, dans des conditions peu avantageuses pour eux, les Africains de l'Est consacrèrent leur énergie non pas à poursuivre pour leur propre bien le développement de leurs économies, mais à fournir des matières premières et de la main-d'œuvre qu'ils échangeaient contre des produits manufacturés étrangers (articles de luxe pour la plupart), utiles seulement à certaines couches de la société. Parfois, ce commerce eut pour effet de faire disparaître des industries locales qui produisaient des articles analogues, ou d'en freiner l'essor. Tel fut le sort de l'industrie du tapa, dans

2. P. D. Curtin, 1975, p. 340.

3. R. Coupland, 1939, p. 227, 319 et 320; voir aussi J. M. Gray, 1963, p. 241.

4. A. Smith, 1963, p. 296.

la région du lac Victoria, et de celle du tissage à la main, dans le sud-ouest de la Tanzanie.

Ce rattachement du vaste hinterland est-africain à la côte ne résulta pas seulement de l'ouverture de nouvelles routes commerciales de la côte vers l'intérieur, ni non plus de la pénétration arabe et swahili dans le continent. Elle se fit également par la transformation et l'adaptation des réseaux commerciaux existants. Pour plus de clarté, nous diviserons les grandes routes du commerce lointain selon quatre axes principaux: celui qui reliait Kilwa à l'hinterland; celui de la Tanzanie centrale; celui qui suivait la vallée du Pangani et celui qui partait de Mombasa vers l'intérieur.

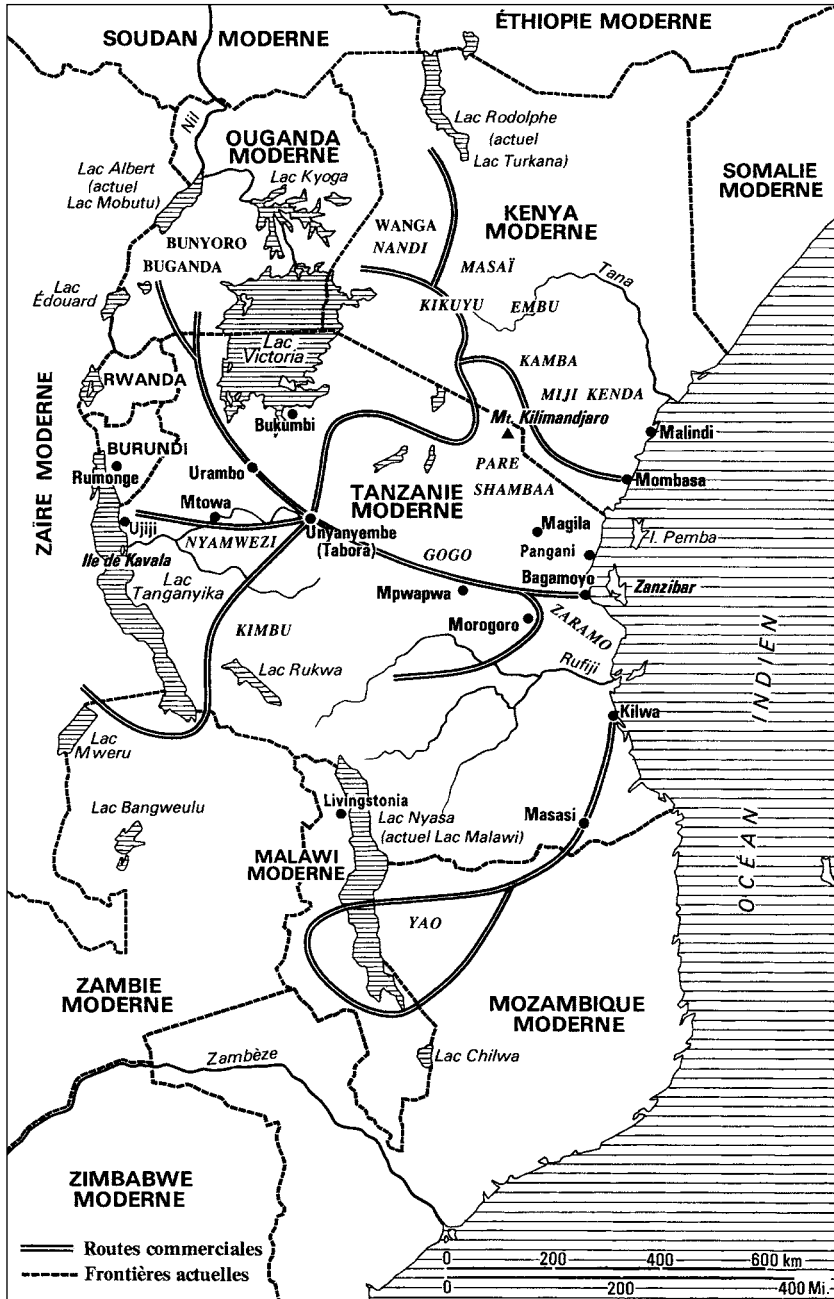
### L'axe Kilwa-hinterland

L'axe commercial qui reliait Kilwa à l'intérieur fut probablement le premier à se former sous l'effet de la demande de main-d'œuvre servile destinée aux îles sous domination française, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les contacts entre la région du lac Nyasa (actuel lac Malawi) et Kilwa étaient relativement faciles, parce que la région que les voyageurs avaient à traverser était assez fertile et peuplée. Elle était dominée par les Yao, qui assuraient l'acheminement de l'ivoire, de la cire et des esclaves jusqu'à Kilwa. Ils continuèrent à jouer un rôle important dans ce commerce jusqu'à l'époque de son apogée au XIX<sup>e</sup> siècle, et la prépondérance qui fut ensuite la leur dans la seconde moitié du siècle en fut la conséquence directe. Comme on l'a déjà noté, leur situation géographique s'y prêtait. Cependant, la conséquence la plus remarquable de ce commerce régional fut d'ordre social. Jusqu'alors, le peuple yao avait été composé de petits groupes établis autour du lac Nyasa, unis par un lien assez lâche sous la faible autorité de chefs locaux. Mais, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ils se réunirent en collectivités plus importantes, et leurs chefs commencèrent à s'imposer. On a beaucoup insisté sur l'invasion nguni comme facteur de cette évolution. Mais, comme on le verra ci-après, elle survint à une époque où la société avait déjà nettement commencé à se stratifier sous l'influence du commerce. Quand les marchands arabes essayèrent de pénétrer vers l'intérieur par cette route, les chefs yao étaient trop forts pour eux. Aussi, à l'exception de petites enclaves, comme Khota Khota et Karonga au Malawi actuel, les Arabes n'y devinrent-ils jamais les maîtres du commerce. Ils étaient en général les clients des puissants chefs yao auxquels ils fournissaient armes à feu et autres marchandises, et avec lesquels ils partageaient les bénéfices<sup>5</sup>.

### L'axe de la Tanzanie centrale

Les Nyamwezi avaient la haute main sur ce réseau. Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, leurs caravanes assuraient la majeure partie des échanges commerciaux de la région. Tandis que le commerce, à l'instigation de Sayyid

5. *Ibid.*, p. 286.



10.2. Le commerce en Afrique orientale au XIX<sup>e</sup> siècle.

[Source : adapté de P. D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, *African history*, 1978, p. 399.]

Saïd gagnait du terrain, les marchands arabes accentuaient leur poussée vers l'intérieur. Elle fut facilitée par le système de financement établi par Sayyid Saïd avec l'aide de ses fonctionnaires indiens. Il avait confié la direction générale des affaires économiques au directeur des douanes de Zanzibar, un Indien, qui lui payait une redevance annuelle. Celui-ci, de son côté, soutenu par la communauté indienne qui composait l'essentiel de la population des autres villes côtières (Kilwa, Bagamoyo, Pangani, Tanga, Mombasa, etc.), avançait aux chefs de caravane l'argent nécessaire à leurs expéditions vers l'intérieur. Si dans l'arrière-pays de Kilwa les Arabes étaient les clients des chefs yao, sur l'axe central, en revanche, ils mirent en place des centres de groupage pour l'ivoire et les esclaves. La plupart des caravanes partaient de Bagamoyo ou de Sadani, traversaient les régions occupées par les Zaramo, les Kami, les Sagara, les Luguru et les Gogo pour aboutir au pays des Nyamwezi et, au-delà, aux territoires des Ujiji, sur les rives du lac Tanganyika.

Certaines de ces caravanes pénétraient plus loin encore, jusqu'à l'intérieur du Zaïre, ou vers le nord jusqu'au Karagwe et au Buganda. Une autre route partait vers le sud pour aboutir à la région du lac Nyasa, où elle rejoignait le réseau qui convergait sur Kilwa.

Deux comptoirs arabes finirent par former d'importantes colonies : Unyanyembe, près de l'actuel Tabora, en pays nyamwezi, et Ujiji, au bord du lac Tanganyika. Ils différaient sur un point essentiel : à Unyanyembe, les Arabes formaient une espèce d'enclave en pays nyamwezi, tandis que, à Ujiji, ils s'étaient plus ou moins intégrés à l'État ha<sup>6</sup>. Dans le premier, où ils étaient indépendants, ils se trouvaient en concurrence avec les marchands nyamwezi qui souvent n'étaient autres que les chefs des nombreuses principautés de la région. Les Nyamwezi donnèrent à ces marchands, qu'ils fussent arabes ou nyamwezi, le nom de *bandewa*<sup>7</sup>. Tous ces groupes s'efforçaient de tirer profit du commerce lointain, d'où des heurts constants entre chefs nyamwezi et marchands arabes — d'où aussi les luttes intestines entre souverains des différents États nyamwezi ; luttes qui aboutirent à des réajustements politiques et sociaux lourds de conséquences pour le peuple nyamwezi.

Les Arabes d'Ujiji, quant à eux, utilisèrent à leur avantage l'organisation politique ha, dans laquelle Ujiji faisait partie d'un État ha plus vaste dont le centre était éloigné de la ville d'Ujiji. Les Arabes avaient donc pris pied dans une zone périphérique de l'État et purent aisément s'y intégrer, pour le plus grand profit des deux communautés.

### L'axe de la vallée du Pangani

À la différence des axes commerciaux du Centre et du Sud, la route qui passait par la vallée du Pangani n'était contrôlée par aucun groupe particulier. À l'origine, de 1836 jusqu'aux alentours de 1860 (lorsque mourut Kimweri ye

6. Voir N. R. Bennett, 1974, p. 213-221.

7. Voir A. C. Unomah, 1972.



Nyumbai, le grand chef du royaume shambaa), les Zigula avaient pourtant joué un rôle de premier plan dans le développement commercial de cette zone. Mais, aux environs de 1836, survint une terrible famine<sup>8</sup> qui contraignit de nombreux Zigula à se vendre comme esclaves pour survivre. On raconte que certains d'entre eux, emmenés en Somalie par des trafiquants brava (barawa), y conservèrent leur langue jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. La plupart, cependant, furent envoyés à Zanzibar, où ils travaillèrent comme esclaves dans les plantations. Quelques-uns parvinrent à retourner dans leur pays; on rapporte l'histoire d'un groupe qui, ayant réussi à s'enfuir, rentra sain et sauf en pays zigula: «Selon un plan bien concerté, un groupe important de conspirateurs se réunit par une nuit de pleine lune dans l'une des plantations. De là, ils réussirent à gagner la côte au nord de la rade de Zanzibar. Au petit matin, ils montèrent à bord de plusieurs boutres qui se trouvaient là, prirent par surprise et tuèrent, ou maîtrisèrent, les équipages, levèrent l'ancre, hissèrent les voiles et firent la traversée de Zanzibar jusqu'au continent<sup>10</sup>.»

Cette expérience leur avait fait voir tous les avantages que l'on pouvait tirer du commerce des esclaves et de l'ivoire. Ce furent eux qui l'introduisirent dans la vallée du Pangani. La capitale du roi Kimweri, située dans les monts Shambaa, se trouvait loin des plaines. Aussi, bien que son royaume, fondé sur l'autorité politique des chefs territoriaux et sur le système du tribut, fût stable, tarda-t-il à profiter de ce nouveau commerce. Après sa mort, son fils Semboja, qui régnait sur la bordure occidentale du territoire zigula, sut tirer parti de la situation et transféra sa capitale dans la région des plaines, à Mazinde.

Mais ni Semboja ni les marchands zigula n'avaient entièrement exploré la route qui reliait la vallée du Pangani à l'intérieur du continent. La plupart des centres commerciaux étaient situés dans une zone limitée, formée par les plaines de l'Usambara et du Pare. Toutefois, certains marchands s'étaient aventurés au-delà. Kisabengo, par exemple, fonda un État à proximité de l'actuel Morogoro.

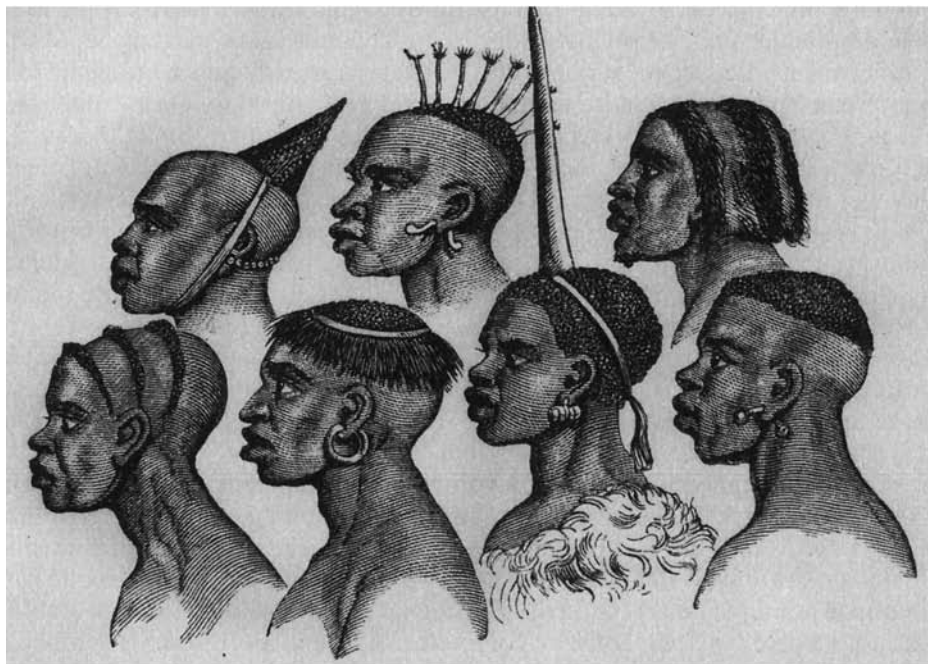
Seuls les commerçants arabes et swahili de la côte se risquèrent à l'intérieur des terres jusqu'en pays chagga, dans le massif du Kilimandjaro, et continuèrent au-delà, jusqu'au Kenya. Dans les monts Pare existaient plusieurs petits États; mais, comme ceux des Shambaa, ils étaient tous dans les montagnes, loin de la route des caravanes.

Les commerçants de la côte qui pénétraient dans la vallée du Pangani devaient pour la plupart nouer des contacts directs avec chacun des souverains ou de leurs vassaux pour pouvoir établir des centres commerciaux. Cela tendait à susciter des rivalités entre les souverains des nombreux petits États situés dans les monts Pare et le Kilimandjaro, ainsi qu'entre ces souverains et

8. R. F. Burton, 1860, vol. I, p. 125. En 1860, Burton écrit que la famine a sévi «il y a environ vingt ans». J. L. Krapf (1860, p. 256-257) a parlé d'une famine similaire survenue à Mombasa à la même époque.

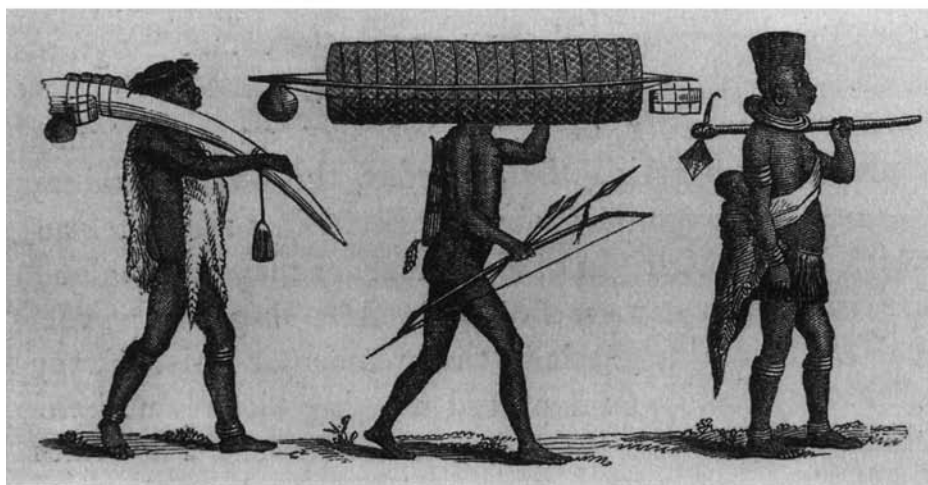
9. S. Feierman, 1974, p. 137.

10. J. M. Gray, 1962, p. 141.



10.3. *Coiffures et coupes de cheveux nyamwezi.*

[Source : R. F. Burton, *The Lake Region of Central Africa*, 1860, vol. II, Longman, Green, Longman and Roberts. Londres. © Royal Geographical Society, Londres.]



10.4. *Marchands nyamwezi sur la route.*

[Source : R. F. Burton, *The Lake Region of Central Africa*, 1860, vol. II, Longman, Green, Longman and Roberts. Londres. © Royal Geographical Society, Londres.]

leurs vassaux. On verra plus loin quelles furent les répercussions sociopolitiques de cet état de choses.

### L'axe Mombasa-hinterland

L'arrière-pays de Mombasa était dominé par les Kamba; mais, après 1880, le contrôle de la route principale leur échappa au profit des marchands arabes et swahili. Après avoir traversé le pays kamba, cette route montait vers les régions montagneuses du Kenya et poursuivait, au-delà, vers les rives du lac Victoria et l'Ouganda. Une autre route qui menait vers le Kilimandjaro rejoignait celle de la vallée du Pangani. Elle était, semble-t-il, comme celle du Pangani, sous le contrôle des commerçants de la côte.

Presque tous les auteurs sont d'accord avec J. L. Krapf pour faire remonter les débuts du commerce continental kamba à la famine de 1836<sup>11</sup>. Mais, comme on l'a déjà montré dans ce volume, la prépondérance commerciale de ce peuple ne s'est pas affirmée du jour au lendemain. Les témoignages dont on dispose permettent de supposer que les Kamba avaient utilisé un réseau commercial régional pendant plus d'un siècle avant la date généralement admise<sup>12</sup>; cette date, néanmoins, marque la seconde phase de leur activité commerciale, celle de leur accès au réseau du commerce international de l'époque: ils commencèrent alors à échanger des défenses d'éléphant et d'autres matières brutes locales contre des marchandises importées. Krapf, qui fit plusieurs voyages en pays kamba en 1848-1849, nous a laissé un témoignage sur ces échanges: « Les Swahili fournissent aux Wakamba cotonnades (americano), calicot bleu, perles de verre, cuivre, sel, luaha, vitriol bleu (zinc), etc., et reçoivent en échange, essentiellement, du bétail et de l'ivoire<sup>13</sup>. » Dès 1840, il y avait donc, ainsi que l'attestent les documents, des caravanes kamba qui s'acheminaient chaque semaine vers les villes côtières. L'ivoire dont elles étaient chargées pouvait peser entre 300 et 400 frasilas<sup>14</sup>. D'après Krapf, elles comptaient chacune de 300 à 400 personnes<sup>15</sup>. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des groupes de marchands kamba se rendaient non seulement chez leurs voisins, les Kikuyu, mais jusque dans des régions situées bien au-delà du mont Kenya: Mau, Gusii, lac Baringo et pays samburu.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il est probable que les commerçants arabes et swahili s'étaient rendus maîtres de la route commerciale qui traversait le pays kamba<sup>16</sup>: ayant pénétré en territoire masai par la route du Kilimandjaro à une époque où la puissance masai était très affaiblie par les guerres et les épidémies, ils exerçaient leur domination sur les zones d'où provenait l'ivoire. Il semble qu'à cette époque la traite des esclaves (qui n'avait pas été très importante

11. Voir, par exemple, K. G. Lindblom, 1920, p. 339-340; D. A. Low, 1963, p. 314.

12. I. N. Kimambo, 1974, p. 207.

13. J. L. Krapf, 1860, p. 248.

14. C. Guillain, 1856, vol. II, p. 211. Selon le dictionnaire swahili-anglais de Charles Rechenbach, une frasila équivaut environ à 16 kilos ou 35 livres.

15. J. L. Krapf, 1860, p. 248.

16. J. Thomson, 1885, p. 272-275.

sous les Kamba) ait soudain pris une dimension nouvelle. Les traditions kamba dépeignent cette période comme la plus perturbée de leur histoire : la famine fut l'occasion de conflits entre lignages dont profitèrent les plus ambitieux pour vendre les plus faibles aux Arabes<sup>17</sup>. C'est donc à juste titre que les traditions kamba établissent un rapport historique entre le déclin du commerce des marchandises, dans lequel eux, les Kamba, avaient joué un rôle de premier plan, et l'expansion d'un système fondé sur l'exploitation des hommes où se distinguèrent les marchands arabes et swahili.

## L'incidence du commerce lointain sur les sociétés de l'Afrique orientale

Après cet aperçu rétrospectif, il est possible d'examiner une à une les conséquences, dans la vie des sociétés est-africaines, de l'irruption du commerce lointain. Avant tout, il faut bien se rendre compte que toutes les sociétés d'Afrique orientale n'étaient pas en contact direct avec le réseau commercial. L'activité marchande exigeait des centres stables, lesquels, bien sûr, étaient le plus souvent des capitales ou des zones protégées par des souverains puissants. C'est pourquoi les effets positifs du commerce, au XIX<sup>e</sup> siècle, furent plus sensibles dans les sociétés centralisées. Les sociétés non centralisées étaient souvent plus vulnérables. Elles pouvaient être facilement razzées par celles qui étaient organisées à plus grande échelle. Les sociétés pastorales y firent presque toujours exception durant cette période. Celles de langue masai s'étaient engagées dans des guerres intestines et dans des conflits avec d'autres sociétés pastorales et, comme nous le verrons plus loin, elles formaient une zone tampon contre les raids des trafiquants d'esclaves dans une grande partie du Kenya et de la Tanzanie septentrionale.

En gros, l'on peut dire que le commerce lointain secoua les bases matérielles de toutes ces sociétés. Bien qu'il soit généralement admis que la maîtrise du rituel constituait le fondement principal de l'autorité dans les sociétés africaines, on reconnaît aussi que des États purent s'organiser sur une grande échelle là où la base matérielle était assez solide pour assurer l'entretien d'une bureaucratie militaire et étatique. On a pu ainsi constater qu'il y avait un lien entre la taille des États centralisés, dans les nombreuses régions d'Afrique orientale où il en existait, et la puissance économique qu'ils tiraient du milieu géographique. Les grands États de la région des Grands Lacs réussirent à se maintenir grâce à l'excédent de denrées que leur fournissait une économie agricole stable, fondée sur la culture de la banane et des céréales et sur l'élevage. Plus l'on s'éloigne du lac Victoria, vers le sud, plus les précipitations sont faibles et l'économie, alors, ne peut plus faire vivre que des États de dimensions réduites. Ils sont en général

17. Voir K. A. Jackson, 1972.

plus vastes dans les régions montagneuses, comme l'Usambara et le Pare, et, dans une certaine mesure, le Kilimandjaro. Dans certains des grands royaumes de la région des Grands Lacs, les souverains accrurent leur pouvoir en s'équipant pour le commerce lointain qui devait assurer la prospérité de leur royaume<sup>18</sup>. Leur arsenal traditionnel s'enrichit de fusils, et des marchandises importées, telles que tissus et perles de verre, leur servirent de monnaie d'appoint pour rémunérer les services qu'on leur rendait, en plus des denrées reçues à titre de tribut. Mais le goût des articles importés aggravait aussi les risques d'instabilité, dans la mesure où il pouvait inciter les vassaux à se lancer dans des entreprises personnelles, et par là même affaiblir le royaume. Voilà pourquoi tant de rois s'efforcèrent de garder la haute main sur le commerce lointain.

C'est dans les petits États que l'apparition des marchandises importées entraîna les désordres les plus spectaculaires. Ils constituaient une grande partie de la Tanzanie et, dans une moindre mesure, du Kenya occidental. Les souverains traditionnels, qui étaient à même de contrôler le commerce, pouvaient ainsi accumuler assez d'objets importés pour mettre sur pied de puissantes armées et étendre leur contrôle administratif. D'autre part, les États les plus faibles étaient razzés par les trafiquants d'esclaves, ou bien incorporés à des ensembles territoriaux plus importants. Ainsi, l'incidence politique du commerce fut tantôt positive — lorsqu'il permit à certains souverains de constituer de vastes royaumes là où n'existaient, à l'origine, que de petits États —, tantôt négative — lorsqu'il incita à la rébellion, ruinant ainsi la cohésion des États existants. Au total, ce dernier cas fut le plus fréquent. Inutile d'épiloguer sur les atrocités de la traite. Mais même le pouvoir fondé sur l'accumulation des objets d'importation se révéla illusoire, car la plupart de ces derniers étaient des articles de luxe — perles, bracelets et autres ornements. Seul le tissu présentait quelque utilité, bien qu'il concurrençât les artisanats locaux qui finirent par disparaître. Pis encore, le commerce des articles de luxe et l'état de violence créé par la nécessité de piller les communautés voisines pour continuer à l'alimenter entraînèrent l'abandon de l'agriculture vivrière. Même si le colonialisme n'était pas intervenu, la nouvelle structure aurait eu bien du mal à se maintenir. En fait, rares furent les grands États constitués durant cette période qui restèrent intacts jusqu'en 1890.

Il convient, pour préciser ce tableau d'ensemble, d'examiner de plus près ce qui s'est passé dans les trois régions que sillonnaient les caravanes. À propos des Kamba, l'on a vu comment leur puissance commerciale commença, elle aussi, à décliner lorsque les incursions des marchands d'esclaves devinrent systématiques. Les Kamba formaient une société non centralisée. Chez eux, le commerce lointain encourageait, semble-t-il, la transposition à plus grande échelle des institutions traditionnelles ayant pour base les liens de parenté, les groupes d'âge au sein de chaque village et les organisations

18. Le Rwanda et le Burundi font exception. Voir note 31.

de défense. Mais cela ne suffisait pas à former une structure étatique centralisée. Au Kenya, ce n'est que dans la région occidentale que le commerce avec le littoral permit de fonder un régime politique étendu et centralisé: le royaume de Wanga, chez les Luyia.

Avant que Shiundu, qui allait devenir l'un de ses plus grands rois, montât sur le trône au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le royaume de Wanga n'était encore qu'un petit royaume harcelé sans répit par les peuples de pasteurs voisins. Mais Shiundu passe pour avoir su venir à bout de cette instabilité et en 1882, date à laquelle son fils Mumia lui succéda, le royaume s'étendait au-delà de ses frontières antérieures. Le professeur G. S. Were a expliqué la formation de ce vaste empire par les impératifs stratégiques des Britanniques qui cherchaient à en faire l'instrument de leur colonialisme; mais il reconnaît que «l'influence et l'autorité réelles» des Wanga s'étendirent à deux régions voisines au moins — Kisa et Buholo<sup>19</sup>. Deux facteurs, à ce moment-là, aidèrent les souverains wanga à asseoir leur autorité: l'emploi de mercenaires masai et la présence de commerçants swahili dans la capitale. Le premier fut une conséquence des guerres entre Masai évoquées dans la suite de cette étude; alors que le second fut l'aboutissement de la pénétration commerciale qui se fit, au début, par les routes du Buganda et du Busoga, puis par celles du Kilimandjaro et du pays kamba.

Shiundu et son fils Mumia firent bon accueil aux marchands des villes côtières qui venaient dans leur capitale. Ils purent se procurer par leur entremise les fusils dont ils avaient besoin pour armer leurs soldats. À partir de la capitale wanga, on pouvait organiser des razzias dans les territoires voisins. En 1883, Joseph Thomson décrit en ces termes l'une de ces expéditions, qui avait eu lieu cinq ans auparavant: « Les marchands avaient perdu plusieurs de leurs hommes, dont certains avaient été assassinés. Pour se venger, ils résolurent, cinq ans avant notre arrivée, de donner une leçon aux autochtones. À cet effet, ils formèrent une caravane forte de quelque 1 500 hommes stationnés à Kwa-Sundu (rebaptisée par la suite Mumia) et se mirent en marche. Divisés en plusieurs colonnes, ils envahirent le territoire par plusieurs côtés et le traversèrent en détruisant tout sur leur passage et en tuant des milliers d'hommes et de femmes. Ils commirent les pires atrocités: ils éventrèrent des femmes enceintes, allumèrent de grands feux où ils jetèrent les enfants, tandis qu'ils s'emparaient des adolescents des deux sexes pour les emmener en esclavage<sup>20</sup>. »

La plupart des autres peuples du centre-nord de l'hinterland est-africain furent moins touchés par le commerce international. Ils avaient moins de contacts, directs ou même indirects, avec les étrangers de la côte. En fait, dans bien des cas, ils répugnaient à les accueillir, bien qu'ils fussent disposés à leur vendre des aliments là où leurs caravanes faisaient étape. Cette attitude se comprend mieux si l'on se rappelle que toute cette région venait d'être longuement agitée par des guerres entre Masai, qui avaient appris aux

19. G. S. Were, 1967, p.125.

20. J. Thomson, 1885, p.306.

chefs, pour protéger leurs structures sociales, à se montrer plus méfiants à l'égard des étrangers.

L'incidence du commerce international dans la vallée du Pangani fut essentiellement destructrice. Auparavant, un certain nombre d'États s'étaient créés dans la région. Deux d'entre eux étaient même devenus assez importants: le royaume shambaa, qui fut gouverné au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par Kimweri, et celui, moins connu, de Gweno, dans le nord des monts Pare. D'autres États, plus petits, étaient disséminés sur les versants méridionaux des monts Pare ainsi que sur les pentes du Kilimandjaro. Mais tous étaient situés dans des zones montagneuses, alors que les caravanes passaient par les plaines, le long du Pangani. Les chefs de ces États étaient donc mal placés pour surveiller les marchands venus des villes côtières et monopoliser le négoce des marchandises importées; tandis que leurs vassaux, plus proches de la route des caravanes, pouvaient facilement attirer les marchands arabes et swahili sur leur territoire avant qu'ils n'atteignent les capitales. La conséquence de cet état de choses ne se fit pas attendre. Les vassaux, aidés par les marchands, s'entourèrent de troupes bien armées et se soulevèrent contre la capitale. Cette situation fut génératrice de conflits internes et externes. La plupart de ces États s'émiettèrent et il n'en resta que de tout petits.

Le royaume shambaa, qui avait englobé tous les territoires des monts Usambara jusqu'à la côte, était menacé dès avant la mort de Kimweri, survenue dans les années 1860. L'un de ses fils, Semboja, qui régnait sur la partie occidentale, avait transféré sa capitale à Mazinde, dans les plaines. Cela lui permettait de traiter directement avec les marchands qui s'enfonçaient à l'intérieur des terres; il put ainsi se constituer une puissance militaire supérieure à celle des autres chefs régionaux. Ce fut à lui, à la mort de Kimweri, qu'il incombait de régler la succession. Comprenant que la capitale traditionnelle avait perdu toute importance, il ne désirait pas monter sur le trône de son père. Des années 1870 jusqu'à l'époque de l'invasion coloniale, dans les années 1890, l'Usambara connut une période de violence, déchaînée par la faiblesse du pouvoir central. La plupart des régions périphériques devinrent alors indépendantes.

Le même phénomène se produisit dans les États du Pare. En 1880, le royaume de Gweno avait éclaté, remplacé par plusieurs principautés, dont les plus petites, dans le sud du Pare, continuèrent à se morceler. Dans la région du Kilimandjaro, au contraire, l'état de guerre incessant qui opposait les divers États tendit à les unir momentanément, au point qu'on put croire que tous les États chagga allaient se fédérer sous l'égide d'un souverain unique. Mais cette amorce d'unification fit long feu. Dans les années 1880, deux principautés puissantes s'imposaient à l'échelon régional: Kibosho, sous le règne de Sina, et Moshi, sous celui de Rindi ou de Mandara. Les marchands du littoral y avaient accès. Leurs souverains s'efforçaient d'attirer ces étrangers dans leur capitale et de mettre à profit leur présence et les marchandises qu'ils apportaient (surtout les fusils) pour accroître leur puissance. Il arrivait que l'un ou l'autre de ces États chagga fût assez fort pour en dominer d'autres. Mais les regroupements de ce genre furent toujours éphémères.

Le seul peuple de la vallée de Pangani qui semblait profiter du commerce avec le littoral est celui des Zigula, dont il a été question plus haut. Les Zigula n'avaient jamais été sujets du royaume shambaa. Forts du contrôle qu'ils exerçaient sur le commerce avec le littoral, de nombreux États zigula avaient manifesté une tendance à l'hégémonie politique sans précédent; si bien que, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ils avaient fini par dominer toute la région comprise entre Pangani et Bagamoyo. Plusieurs souverains avaient acquis un pouvoir considérable et furent capables de fonder de nouveaux États. Certains d'entre eux ne tardèrent pas à disparaître; mais celui qu'avait fondé Kisabengo, autour de Morogoro, survécut à l'invasion allemande. Burton nous raconte comment Kisabengo se proclama chef d'un groupe d'esclaves qui avaient fui la côte<sup>21</sup>. Ce faisant, il provoqua la colère du sultan de Zanzibar et dut pénétrer plus avant à l'intérieur des terres pour se mettre à l'abri. À Morogoro, il fut reçu par l'un des chefs rituels des Luguru. Il établit sa capitale, qu'il fortifia, près de la route des caravanes, et contraignit celles qui se rendaient à Tabora à lui payer un droit de passage élevé. Stanley rapporte que, en 1871, la capitale du roi Kisabengo, qui comptait plusieurs milliers d'habitants, était entourée de hautes murailles de pierre surmontées de tours de guet, et que l'on y pénétrait par des portes de bois finement sculpté<sup>22</sup>.

En Tanzanie occidentale, des rivalités opposaient aussi bien les chefs africains des nombreux petits États que les Arabes qui s'y étaient établis. D'autre part, les chefs africains qui s'étaient alliés se trouvaient en concurrence avec les marchands arabes. En pays manyema, de l'autre côté du lac Tanganyika, existait une enclave où les Arabes prédominaient — cas unique —, alors que, en Tanzanie occidentale, ils étaient trop faibles pour supplanter les chefs africains. Ce n'est qu'à la fin des années 1880, lorsqu'ils se virent menacés par les colonisateurs européens, que certains Arabes commencèrent à envisager de donner, eux aussi, à leur puissance une assise territoriale<sup>23</sup>.

Les souverains africains s'efforçaient de participer aux bénéfices du commerce lointain en fournissant esclaves et ivoire aux marchands; ou bien — pour ceux qui étaient en mesure de contrôler le territoire traversé par les caravanes — en les taxant lourdement. À cette fin, ils durent accroître leur puissance en rassemblant autour d'eux des groupes de partisans armés (les fusils et les munitions provenaient des stocks que les échanges commerciaux leur avaient permis d'accumuler). Les luttes incessantes pour s'assurer le contrôle du commerce furent cause d'instabilité sociale, aggravée d'ailleurs par les mouvements de populations consécutifs à l'invasion des Nguni (peuple également appelé Ngoni dans certaines publications), qui se produisit à cette même époque. L'instabilité qui en résulta gonfla la masse d'individus prêts à suivre des chefs entreprenants. En Tanzanie occidentale, on appelait ces soldats de fortune *ruga-ruga*. On les recrutait essentiellement parmi les

21. R. F. Burton, 1860, vol. I, p. 85 et 88.

22. H. M. Stanley, 1872, p. 115-116.

23. A. D. Roberts, 1969, p. 73; N. R. Bennett, 1974, p. 218.



prisonniers de guerre, les esclaves fugitifs, les porteurs qui avaient abandonné les caravanes, les exclus et les jeunes gens en âge de faire leur service militaire. La cohésion de ces armées hétérogènes tenait à « un certain esprit de corps joint à une discipline de fer, étroitement calquée sur le modèle des groupes de combat nguni »<sup>24</sup>.

C'est avec leur concours que plusieurs chefs traditionnels de Tanzanie occidentale se taillèrent de nouveaux fiefs. Certains d'entre eux, s'aventurant hors de leur pays, fondèrent des empires. Dans les années 1850, par exemple, Ngalengwa (appelé ultérieurement Msiri), fils d'un chef sumbwa, suivit la route qu'empruntaient les marchands de cuivre jusqu'au Katanga où il édifia un empire puissant<sup>25</sup>. À Unyanyembe même, des rivalités divisaient les membres de la famille régnante, rivalités exacerbées par le soutien qu'accordaient les Arabes à tel ou tel prétendant au trône, en jouant l'un contre l'autre. Dans les années 1860, les Arabes réussirent à faire détrôner Mnwa Sele et à le faire remplacer par Mkasiwa. Le frère de Mnwa Sele, Simba, quitta alors Unyanyembe pour établir son royaume chez les Konongo, au sud-ouest de Tabora. Un autre membre de la famille régnante d'Unyanyembe, nommé Nyungu ya Mawe, quitta son pays en 1874 pour aller fonder un royaume bien organisé en pays kimbu, au sud-ouest des territoires nyamwezi. Outre ces rois qui quittèrent leurs frontières traditionnelles pour soumettre un certain nombre de petits États et les regrouper ensuite, on peut citer le cas d'États qui s'étendirent sous l'impulsion de souverains dont le pouvoir s'était accru. Le cas de Mirambo est le plus frappant à cet égard, mais il y en eut bien d'autres. Mtinginya d'Usongo, au nord-est de l'Unyamwezi, était un chef héréditaire qui étendit son pouvoir et son royaume en exploitant la route commerciale qui allait vers le Karagwe et le Buganda. Isike lui-même, successeur de Mkasiwa à Unyanyembe, devint assez puissant pour opposer une résistance opiniâtre aux Arabes et, plus tard, aux Allemands.

Pour illustrer à quel point les conditions et les perspectives nouvelles bouleversèrent les structures du pouvoir nyamwezi, on examinera brièvement deux des plus grands États constitués durant cette période: celui de Mirambo et celui de Nyungu ya Mawe. Les deux « empires » présentaient des différences de structure frappantes, bien qu'ils fussent l'un comme l'autre nés dans les circonstances évoquées ci-dessus. Mirambo était le souverain du petit État d'Uyowa, à l'ouest de Tabora. On suppose que, dans sa jeunesse, il avait été capturé par les Nguni lorsque ceux-ci avaient envahi la Tanzanie occidentale, et que ce fut lors de sa captivité que l'idée lui vint de créer une force armée à l'imitation de celle des Nguni. Dans les années 1860, avec l'aide d'un petit groupe de guerriers, il soumit un certain nombre d'États limitrophes de l'Uyowa. Entre 1870 et sa mort, en 1884, il mena de nombreuses campagnes au terme desquelles il agrandit considérablement

24. *Ibid.*, p. 74.

25. Pour information sur l'empire de Msiri, voir J. Vansina, 1966, p. 227-235. Pour des sources plus anciennes, voir F. S. Arnot, 1889, et A. Verbeken, 1956.

son territoire. Comme l'a montré Jan Vansina, son État s'étendait « jusqu'au Buha et au Burundi, jusqu'au Vinza et au Tongwe à l'ouest, jusqu'au Pimbwe et au Konongo au sud, jusqu'au Nyaturu, à l'Iramba et au Sukuma à l'est, et jusqu'au Sukuma et au Sumbwa au nord »<sup>26</sup>.

Il s'était rendu maître de la route commerciale qui reliait Tabora et Ujiji et, en 1876, il imposa un péage aux Arabes de Tabora qui voulaient l'emprunter. On rapporte aussi que, voulant contrôler la route du Buganda, il envoya, en 1876 et en 1881, des ambassadeurs auprès de Mutesa, souverain du Buganda. Il établit aussi des rapports directs avec la côte afin d'en obtenir directement des armes à feu lorsque les Arabes essayèrent de l'en priver. Il fut prompt à reconnaître ce qui pouvait accroître son pouvoir : il accueillit chaleureusement les missionnaires dans sa capitale et chercha à entrer en relation avec le consul britannique de Zanzibar.

C'est en plaquant sa puissance militaire sur le système traditionnel que Mirambo réussit à tenir son « empire ». Il demanda aux souverains vaincus de reconnaître sa suprématie et de lui envoyer de temps en temps, à titre de tribut, de l'ivoire et des jeunes gens pour son armée. Quand un souverain traditionnel se montrait récalcitrant, il le détrônait et le remplaçait par un membre plus docile de la même famille ; lorsqu'une province conquise était située à proximité d'un royaume puissant, il y maintenait une garnison composée d'hommes à lui. Mais sa stratégie la plus efficace pour garantir son autorité consistait à intimider à la fois ses voisins et ses sujets par d'incessants mouvements de troupes.

L'« empire » de Nyungu ya Mawe était, lui, mieux unifié que celui de Mirambo. Comme ce dernier, il eut recours aux *ruga-ruga* pour soumettre les Kimbu. Entre 1870 et 1880, il fit campagne à partir de sa base de Kiwele et se rendit maître de la route commerciale qui reliait Tabora à la côte, ainsi que de celle du sud, qui allait de Tabora à Ufipa et au lac Tanganyika. Dans les États conquis, Nyungu mit en place ses propres fonctionnaires, les *vatwale*, qui relevaient directement de lui. Dans cet « empire », c'étaient eux, et non plus les chefs traditionnels, qui dirigeaient les affaires. Ils avaient pour mission de rassembler tout l'ivoire du royaume pour l'envoyer à Nyungu. Chacun d'eux était responsable d'un territoire qui regroupait plusieurs États traditionnels. C'est ainsi que les quelque trente États kimbu traditionnels n'étaient plus gouvernés que par six ou sept *vatwale*<sup>27</sup>.

Mirambo et Nyungu ya Mawe étaient contemporains. Ils fondèrent tous les deux leur État à la faveur des bouleversements matériels de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils moururent l'un et l'autre en 1884. L'« empire » de Nyungu lui survécut grâce aux structures nouvelles dont il l'avait doté, jusqu'au jour où il fut démembré par les colonialistes. En revanche, l'« empire » de Mirambo, faute d'un successeur capable de conserver la puissance militaire nécessaire à sa cohésion, se morcela et les petits États originels reprirent leur indépendance.

26. J. Vansina, 1966, p. 75.

27. A. Shorter, 1969, p. 19.



10.5. *Mirambo en 1882 ou 1883.*

[Source: N. R. Bennett, *Mirambo of Tanganyika, 1840-1884*, 1981, Oxford University Press, New York. © National Museums of Tanzania, Dar es-Salaam.]

Dans notre analyse des conséquences de la pénétration du commerce à longue distance, nous avons délibérément laissé de côté deux grandes régions. La première est, dans l'arrière-pays, celle des Grands Lacs, qui fait l'objet du chapitre 11. Contentons-nous de signaler ici que, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, cette région comptait de nombreux royaumes de taille variable : certains étaient vastes et puissants, d'autres petits et faibles. Mais tous étaient les partenaires d'un commerce régional dont les routes reliaient la plupart des grandes capitales. C'est donc dans ce réseau régional que le commerce international, qui procédait de la côte, devait être absorbé. Pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les plus puissants parmi ces royaumes furent probablement le Buganda, le Bunyoro et le Burundi. Mais il y en avait beaucoup d'autres qui étaient moins puissants, comme le Busoga, le Toro, les États de l'Ankole<sup>28</sup> (Nkore, Buhweju et Bunyaruguru), le Karagwe, les États du Buhaya et le Buzinza.

Les commerçants de la côte avaient atteint le Buganda dès 1844<sup>29</sup>. Dans les années 1850, R. F. Burton notait que certains commerçants de la côte s'y étaient installés une dizaine d'années auparavant ; dix ans plus tard encore, H. M. Stanley rapporte que certains de ces commerçants s'étaient fixés dans la région depuis parfois vingt ans sans jamais retourner sur la côte<sup>30</sup>. Il semblerait donc que le Buganda ait été le premier centre commercial de la région. Bientôt, cependant, les commerçants de la côte purent se rendre dans les autres capitales. Il y eut deux exceptions : le Rwanda et le Burundi, dont les souverains purent tenir à l'écart les commerçants de la côte et surent habilement se défendre face aux fusils de leurs adversaires<sup>31</sup>. Les souverains du Bunyoro s'efforçaient, au contraire, d'attirer les commerçants dans leur capitale. Dans les années 1870, Kabarega, roi du Bunyoro, essaya de concurrencer le Buganda et d'entrer directement en liaison avec Zanzibar, tout en tâchant d'attirer « ceux de Khartoum » (les commerçants qui remontaient le Nil), dont les incursions se multipliaient dans les sociétés non centralisées des marches septentrionales de son royaume<sup>32</sup>. Il semble que ce soit le Buganda de Mutesa (1856-1884) qui ait tiré le meilleur profit de ce commerce avec la côte. Un gouvernement centralisé doté d'une administration disciplinée était déjà établi dans le pays. Mais le commerce des armes, dont Mutesa avait fait son domaine réservé, renforça encore cette centralisation. Le Buganda donna l'impression de s'intéresser alors plus au commerce international qu'aux échanges régionaux. Les expéditions de Mutesa contre le Busoga à l'est, et contre ses voisins de l'ouest et du sud (le Bunyoro, le Toro, le Nkore, le Buhaya et le Buzinza) permirent à son royaume d'avoir la haute main sur le commerce. Mutesa chercha même à

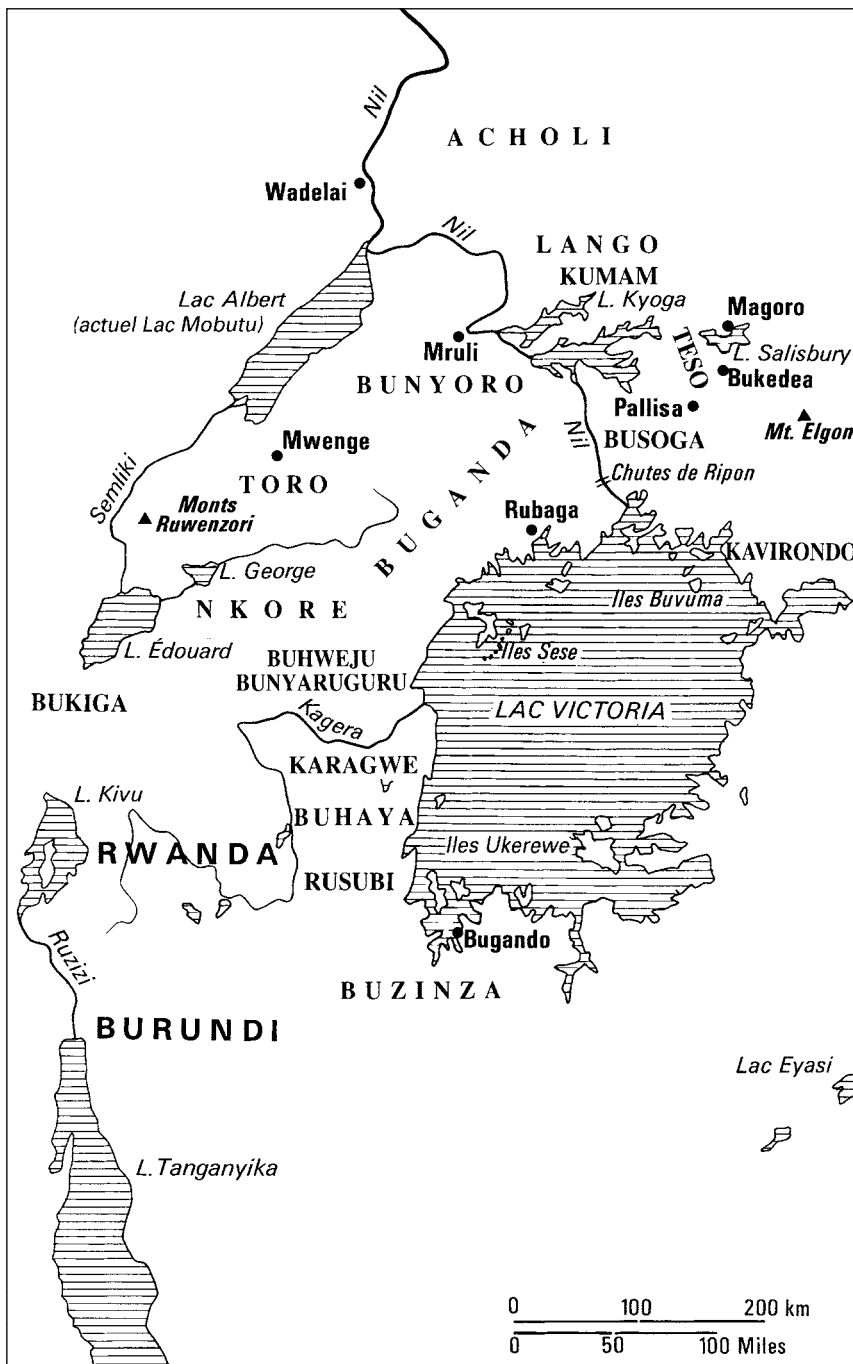
28. L'Ankole est une création coloniale. Cette entité se composait autrefois de plusieurs États.

29. J. M. Gray, 1947, p. 80-82.

30. R. F. Burton, 1860, vol. I, p. 173 ; H. M. Stanley, 1878, vol. I, p. 455.

31. La meilleure source d'information sur le Burundi dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est probablement, à l'heure actuelle, l'ouvrage de R. Botte, 1982. On trouve aussi une description générale du Burundi dans E. Mworoha, 1977, p. 133-209, et 1980. Sur le Rwanda, l'ouvrage de A. Kagame, 1963, est une version améliorée de celui de 1961.

32. D. A. Low, 1963, p. 337.



10.6. *La région des Grands Lacs, 1840-1884.*

[Source: adapté de R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), *History of East Africa*, 1963, vol. I, p.299.]

réduire le Karagwe et le Buzinza pour que les caravanes de la côte puissent gagner sa capitale sans encombre.

Il est indubitable que les royaumes les plus importants de la région des Grands Lacs puisaient des forces considérables dans les relations qu'ils avaient établies avec les commerçants de la côte. En particulier, l'acquisition d'armes à feu augmentait leur pouvoir de s'attaquer aux autres. Chaque incursion enrichissait leur capitale en bétail, en houes, en ivoire et en captifs; ces deux derniers biens pouvaient être vendus aux commerçants contre des objets de luxe de toutes sortes, textiles, bracelets, perles, vaisselle, mais surtout armes à feu. Les États les plus étendus pouvaient s'en prendre aux plus petits, mais tous s'attaquèrent à leurs voisins non centralisés, qui eurent le plus à souffrir. L'exception du Rwanda et du Burundi (déjà évoquée) nous montre qu'il était possible de parer à cette irruption du commerce par une autre stratégie. Ces États ne puisaient pas leur force dans l'acquisition d'armes à feu, mais dans leur aptitude à maintenir la stabilité et l'unité dans une région montagneuse extrêmement peuplée. Les nombreuses guerres et expéditions qu'ils ont menées pendant cette période leur ont permis d'amasser des richesses dans un contexte où l'ivoire et les captifs étaient sans intérêt.

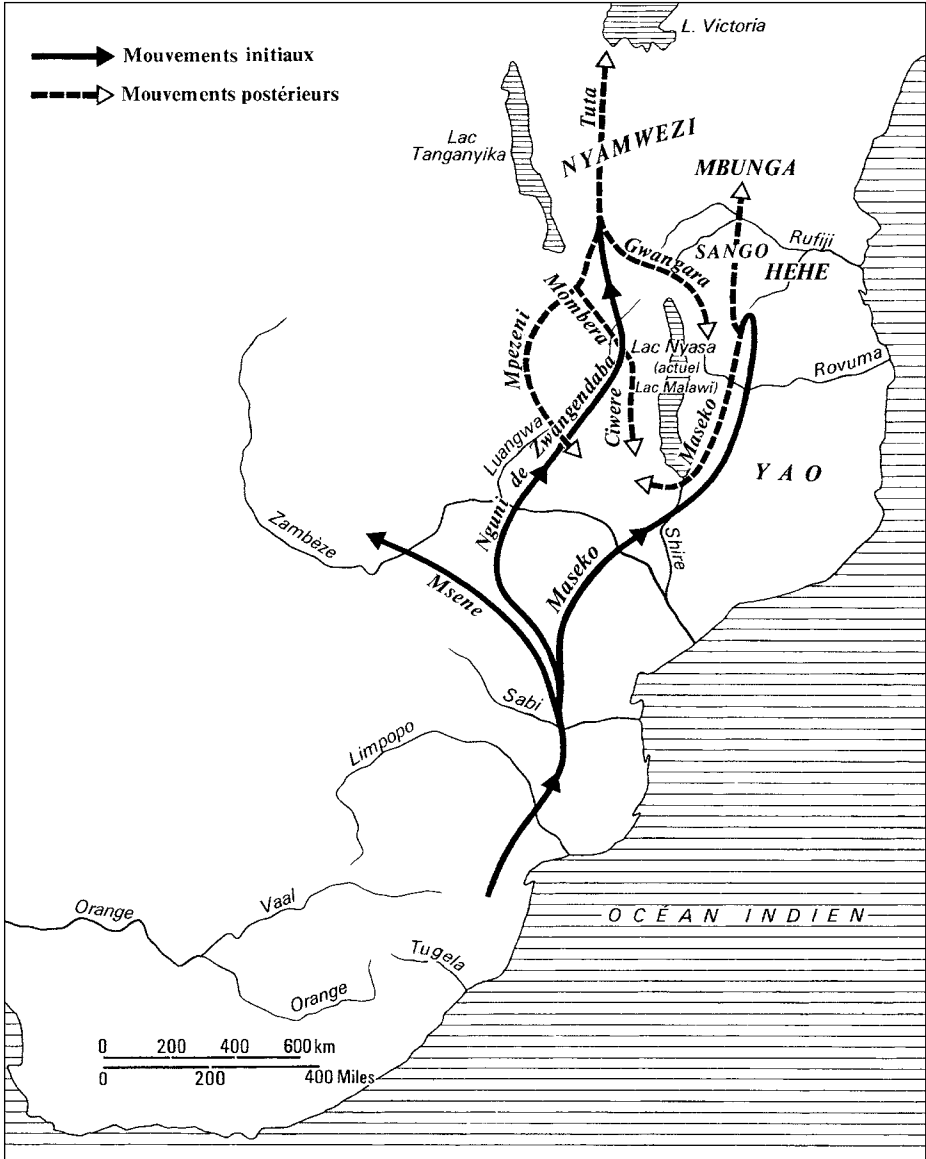
La deuxième région dont nous n'avons pas traité est la Tanzanie méridionale. En effet, les répercussions du commerce à longue distance doivent, dans son cas, être considérées en même temps que les conséquences d'une autre cause de perturbation, l'invasion nguni, que nous allons maintenant étudier.

## L'invasion nguni

Les Nguni venaient d'Afrique du Sud; ils appartenaient au groupe linguistique nguni du pays zulu septentrional. Aux alentours de 1820, des guerriers nguni, pour se soustraire à l'autorité grandissante de Chaka, résolurent de quitter leur patrie et d'émigrer en direction du nord, sous la conduite de leur chef Zwangendaba. Pendant une quinzaine d'années, ils errèrent dans le sud du Mozambique et les régions avoisinantes, puis ils franchirent le Zambèze en 1835. Ils continuèrent leur progression vers le nord jusqu'au jour où, peu après 1840, ils atteignirent le plateau de Fipa, en Tanzanie occidentale. À cette date, la bande de guerriers fugitifs était devenue une nation en marche, puissamment armée, qui comptait plus de cent mille personnes<sup>33</sup>.

Il peut être intéressant, ici, de se demander comment un accroissement aussi spectaculaire fut possible. Pour répondre à cette question, il faut revenir en arrière et voir ce qu'était alors l'État zulu, leur patrie d'origine. Chaka en avait fait un État militaire, fortement centralisé et reposant sur la double structure du lignage et du service armé. Au sommet de la pyramide hiérarchique il y avait le roi, au-dessous de lui des segments de lignage composés de ses épouses, de leurs enfants et de leurs protégés. À chaque génération, ces segments, à mesure qu'ils grossissaient, tendaient aussi à se ramifier et à se

33. Pour plus de détails, voir J. D. Omer-Cooper, 1966 et 1969, et P. H. Gulliver, 1955.



10.7. Itinéraire des migrations vers le nord des Nguni de Zwangendaba, des Maseko Nguni et des Msete.

[Source: tiré de J. D. Omer-Cooper, *The Zulu aftermath*, 1966, p. 66.]

multiplier. D'autre part, les jeunes gens étaient enrôlés dans des régiments correspondant à leur groupe d'âge. Cette armée ne tenait donc compte ni de l'origine territoriale ni des liens du sang, et elle était placée sous l'autorité directe du roi. L'étranger pouvait sans peine s'intégrer dans la dynamique sociale grâce à ces deux structures. Chaka fut également à l'origine de

plusieurs innovations dans le domaine militaire, dont la plus importante fut l'adoption d'une lance courte et acérée qui fit des régiments organisés par groupes d'âge des unités de combat extrêmement efficaces.

Ayant hérité de ce système social dynamique, les Nguni purent rallier les peuples divers qu'ils rencontrèrent dans leur progression vers le nord. La supériorité de leur organisation militaire leur permit de survivre en razziant les populations dont ils traversaient les territoires. Bien que pillards par la force des choses, quand le milieu naturel s'y prêtait ils se fixaient pour plusieurs années. Plus ils avançaient, plus leurs troupes étaient nombreuses, grossies par les prisonniers de guerre qui s'intégraient à ce nouveau corps social. Au début, chaque captif se voyait attribuer une place dans tel ou tel régiment; puis il était incorporé le plus tôt possible dans un régiment où la distinction entre les « vrais » Nguni et les autres tendait à s'estomper. À l'époque où ils atteignirent le plateau de Fipa, l'entité nationale nguni se composait en majorité de prisonniers assimilés: Tonga du Mozambique, Shona du Zimbabwe, Senga, Chewa et Tumbuka de la région située au nord du Zambèze, correspondant à la Zambie et au Malawi.

Ce fut sur le plateau de Fipa que Zwangendaba, qui avait guidé son peuple dans cette marche héroïque, mourut, aux environs de 1848. On se disputa aussitôt sa succession et, finalement, le particularisme l'emporta. La nation se divisa en cinq royaumes. Chacun mena sa propre politique et se cantonna dans un territoire déterminé. De nombreux historiens ont expliqué cet éclatement de la nation nguni par le fait que Zwangendaba, à la fin de sa vie, n'était plus aussi habile à maintenir l'unité de son peuple. Mais l'on doit également tenir compte de l'énorme poussée démographique — véritable « boule de neige » — qui avait multiplié le chiffre de la population nguni par plus de cent<sup>34</sup>. Une telle explosion ne pouvait que rendre plus difficile l'exercice d'un pouvoir centralisé. D'autre part, on peut penser que les Nguni étaient devenus si nombreux que le milieu que leur offrait le plateau de Fipa ne leur suffisait plus au moment où mourut Zwangendaba.

Trois des cinq groupes nguni se dirigèrent vers le sud et y fondèrent des royaumes en Zambie et au Malawi. Le quatrième groupe, celui des Tuta, poursuivit sa progression vers le nord, en territoire nyamwezi; ils pillèrent les villages et coupèrent la route commerciale arabe entre Tabora et Ujiji. Ils finirent par se fixer au nord de Tabora, mais continuèrent leurs razzias encore plus au nord, jusqu'aux rives méridionales du lac Victoria. Mirambo fut au nombre des Nyamwezi capturés par les Tuta; il réussit par la suite à s'évader, après avoir acquis la technique militaire des Nguni qu'il utilisa pour former une armée avec ceux qui avaient pu échapper aux incursions des Tuta.

Un autre groupe nguni, celui des Gwangara, parti du sud-est du plateau de Fipa sous le commandement de Zulu Gama, se dirigea vers la région de Songea, à l'est du lac Nyasa. Là, il fit sa jonction avec un autre groupe nguni, celui des Maseko, qui s'était séparé des autres avant que les Nguni n'attei-

34. A. M. H. Sheriff, 1980, p. 33.



gnent le Zambèze et qui, du Malawi, avaient pénétré en Tanzanie méridionale. Les Maseko Nguni passaient pour plus puissants que les Gwangara; leur chef, Maputo, fut accepté comme chef suprême des deux groupes. Mais cette alliance fut de courte durée car des rivalités éclatèrent entre eux, qui dégénérèrent bientôt en véritable guerre. Les Gwangara défièrent les Maseko Nguni et les repoussèrent vers le sud, sur l'autre rive du Rovuma. Les Ndendeule, un groupe absorbé, tentèrent d'y recréer un État, mais furent vaincus par les Gwangara et s'engagèrent alors dans la vallée du Kilombero, où ils fondèrent le royaume mbunga, dans les années 1860.

Quant aux Gwangara, ils se divisèrent eux-mêmes en deux États, celui de Mshope qui se constitua sous l'autorité de Chipeta, et celui de Njelu, sous celle de Mtakano Chabruma. L'un occupa la région qui s'étend au nord de Songea, tandis que l'autre s'implantait plus au sud. La plupart des auteurs ont accordé beaucoup d'importance aux razzias perpétrées par ces deux royaumes qui firent régner la terreur, jusqu'à l'arrivée des Allemands, dans toute la région comprise entre le lac Nyasa et la côte. Mais A. M. H. Sheriff a montré récemment à quel point cette interprétation pouvait être fallacieuse: « Il est vraisemblable que si les Nguni avaient continué à vivre de pillage "comme une nuée de sauterelles obligées d'aller toujours plus loin, du fait même qu'elles détruisent leurs moyens de subsistance", ils n'auraient jamais pu se fixer. Une fois établis dans la région de Songea, force leur fut de modifier les structures de leur économie et de procéder à une exploitation plus rationnelle des ressources agricoles locales. Il leur était plus profitable d'y employer la force de travail des autochtones, tandis qu'eux-mêmes s'occupaient de leurs immenses troupeaux. L'agriculture confiée aux vaincus de manière permanente, on allait nécessairement modifier leur statut social dans le sens d'une assimilation, moins complète cependant que celle des prisonniers au cours de la migration commune. Des razzias avaient encore lieu à la périphérie de l'État nguni, mais moins systématiquement, de sorte que les occasions étaient plus rares pour ses sujets de faire des captifs et de s'élever socialement<sup>35</sup>. »

L'invasion nguni aboutit donc à l'avènement d'États nguni sur le sol tanzanien. Les deux royaumes nguni restèrent de puissants États jusque dans la période coloniale. Leur rôle dans la guerre qui opposa les Maji-Maji aux Allemands appartient à l'épopée de la résistance aux premières tentatives de colonisation en Tanzanie. La seconde retombée de l'invasion nguni fut l'introduction de techniques de combat qu'adoptèrent nombre de communautés tanzaniennes. On a cru un moment que c'était la nécessité de se défendre contre les incursions nguni qui avait amené des peuples comme les Hehe et les Sango à s'inspirer de l'art militaire de leurs agresseurs et à créer des ensembles politiques centralisés. Mais des recherches plus approfondies<sup>36</sup> ont démontré que cette supposition était erronée puisque le processus de centralisation, en ce qui concerne ces deux peuples, était amorcé bien avant l'invasion nguni. La vérité, c'est que les techniques militaires nguni renfor-

35. *Ibid.*, p. 34.

36. A. Redmayne, 1968a, p. 426; 1968b.

cèrent les sociétés qui les adoptèrent et leur permirent de mieux faire face aux aléas de cette époque troublée, y compris à ceux que comportait la traite des esclaves. Certaines se servirent de ces techniques non seulement pour se défendre contre les incursions nguni et celles des trafiquants d'esclaves, mais encore pour édifier de grands États. C'est ce que fit Mirambo dont nous avons déjà parlé. C'est ce que firent également les Sango et les Hehe dans la zone méridionale.

Les Sango furent les premiers à assimiler les techniques militaires nguni. Dans les années 1860 et 1870, sous la conduite de leur chef Merere, ils étendirent leur domination sur la plus grande partie des hautes terres méridionales. Mais, à partir de 1875, ils en furent évincés par les Hehe, qui avaient fait leurs techniques militaires nguni au contact des Sango. Merere abandonna la plus grande partie du territoire sango à Mwinyigumba, chef des Hehe. Ceux-ci furent capables de mener des guerres prolongées contre les Nguni Gwangara, entre 1878 et 1881, guerres dont ni les uns ni les autres ne sortirent victorieux. Désormais, les Hehe, gouvernés par le fils de Mwinyigumba, Mkwawa, allaient conserver leur suprématie. Ce sont eux qui, en Tanzanie, opposèrent aux Allemands la résistance militaire la plus acharnée.

La Tanzanie méridionale connut donc de nombreux bouleversements politiques et sociaux dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Certains étaient imputables, au début, à l'irruption du commerce à longue distance ; puis l'invasion nguni les précipita. À partir de 1880, époque de l'invasion coloniale, cette région où, jusqu'au milieu du siècle, avaient surtout vécu des sociétés organisées uniquement sur la base du lignage, comprenait quelques-uns des plus puissants royaumes africains, ceux des Nguni, des Hehe et des Sango.

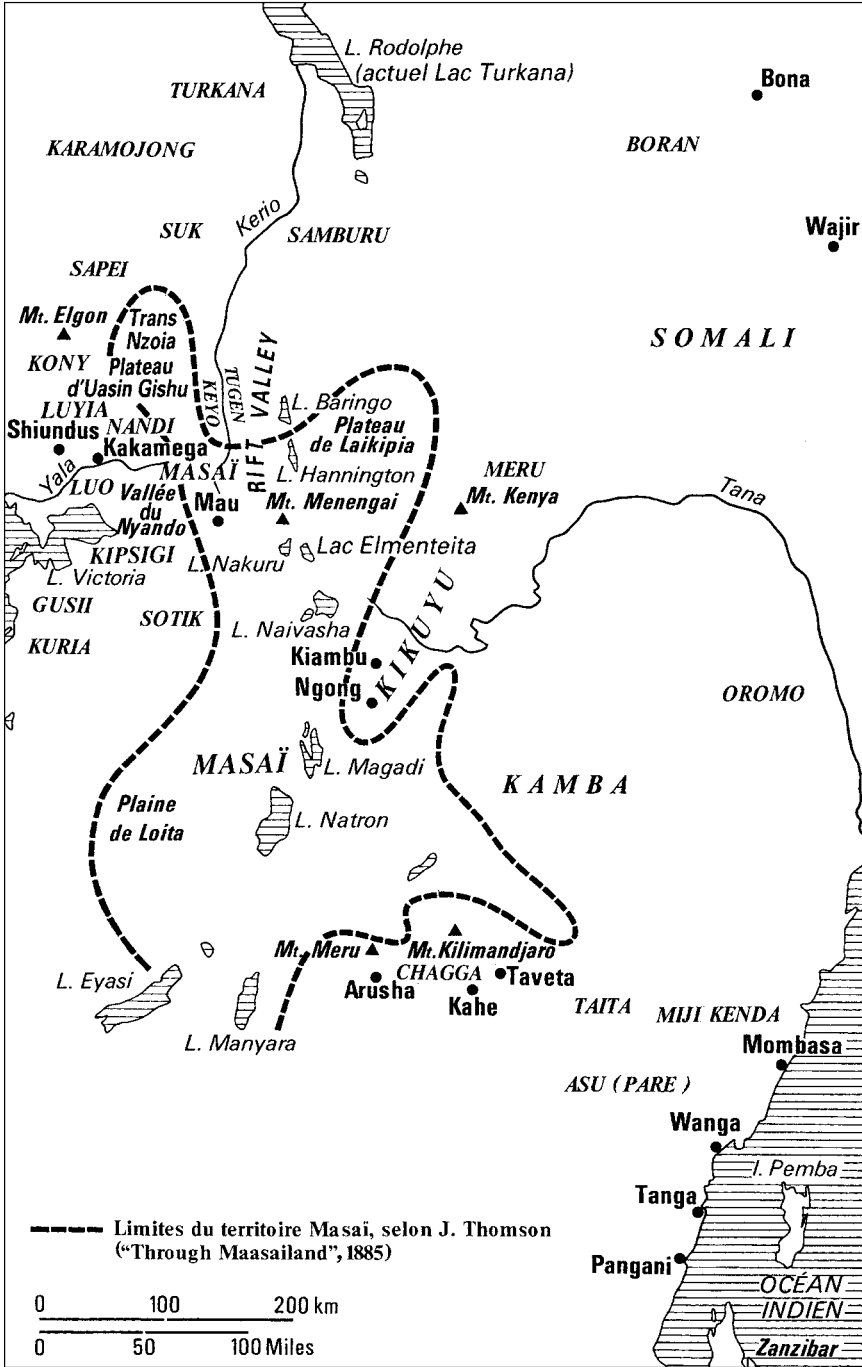
## Les Masai

Il a été dit, au début de ce chapitre, que les Masai avaient profondément marqué l'histoire du nord-est de l'Afrique orientale dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'en faut pas chercher la raison dans un expansionnisme qui avait d'ailleurs marqué le pas depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>37</sup>. Leurs tentatives de pénétration vers le sud, dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, se seraient brisées contre le mur de la puissance gogo et hehe<sup>38</sup>. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ceux des Masai qui étaient pasteurs occupaient les pâturages de la Rift Valley, entre la Tanzanie centrale et le Kenya central, tandis que d'autres groupes (Iloikop ou Kwavi) qui s'adonnaient à l'agriculture occupaient les régions voisines à l'est, entre le Kilimandjaro et les hautes terres du Kenya, et à l'ouest.

Qu'arriva-t-il donc à ce moment-là ? Il faut chercher l'explication du phénomène dans la longue série de guerres civiles qui éclatèrent au milieu

37. E. A. Alpers, 1974, p. 241.

38. J. Thomson, 1885, p. 414.



10.8. Les Masai et leurs voisins, 1840-1884.

[Source: tiré de R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), *History of East Africa*, 1963, vol. I, p. 298.]

du siècle. On n'en connaît pas encore les causes, mais l'on peut mentionner plusieurs facteurs qui contribuèrent à créer une situation nouvelle. D'après certains auteurs, aucune occasion ne s'étant présentée qui aurait permis à ce peuple belliqueux d'étendre son influence, ils auraient, « faute d'ennemis, retourné leur agressivité contre eux-mêmes »<sup>39</sup>. Mais l'image belliqueuse des Masai est démentie par l'analyse détaillée de leur société, comme on le verra ci-dessous. C'est donc en s'intéressant aux guerres civiles elles-mêmes que l'on pourra isoler ces facteurs.

Jusqu'à une date récente, ce que nous savions de ces guerres civiles provenait de l'étude entreprise par A. H. Jacobs chez les Masai dans la première moitié des années 1960<sup>40</sup>. D'après ses travaux, ces luttes furent en réalité des affrontements entre pasteurs et agriculteurs (Iloikop). Les deux groupes parlaient la même langue, le masai; mais les Iloikop, tout en restant d'abord et surtout des pasteurs, pratiquaient aussi l'agriculture. Aux yeux des purs pasteurs masai, ils avaient déchu depuis qu'ils avaient adopté ce nouveau mode de vie. Dès la première moitié du siècle, les Masai pasteurs formaient un groupe plus étroitement uni que les autres grâce à leur *oloiboni*, dont la fonction rituelle avait pris une grande importance. C'était une éminente personnalité que l'on pouvait consulter à tout propos. À part cela, il n'existait aucune organisation politique unifiée, pas plus chez les pasteurs masai que chez les Iloikop. D'après les interprétations de Jacobs, les traditions masai donnent à penser que ce fut la modification de la fonction rituelle qui marqua le commencement de la discorde entre les deux groupes. Avant l'ascension de Subet, qui semble avoir été le premier *oloiboni* à jouer un rôle politique important, le conseiller des Masai pasteurs en matière de rituel pouvait être aussi consulté, en principe, par les Iloikop. Mais, pendant la période où Subet exerça son influence (presque toute la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et jusqu'en 1864, date à laquelle Mbatian lui succéda), les Iloikop eurent, pense-t-on, leur propre *oloiboni*.

Une étude ultérieure de John L. Berntsen<sup>41</sup> a montré que la division entre Masai pasteurs et Masai agriculteurs n'a jamais été permanente. Selon lui, vouloir faire de l'histoire des Masai une rivalité entre pasteurs et agriculteurs « conduit à d'insurmontables contradictions. Tous les Masai étaient pasteurs avant une bataille ou une campagne de razzias; la perte de leurs troupeaux ou l'impossibilité d'accéder à leurs pâturages de la Rift Valley obligea certains groupes à recourir à d'autres sources que l'élevage pour compléter leurs moyens d'existence<sup>42</sup>. » Autrement dit, la société masai au XIX<sup>e</sup> siècle était beaucoup plus complexe que ne l'avaient indiqué les travaux antérieurs: ainsi, certains groupes reconnus comme Iloikop à une certaine période pouvaient devenir pasteurs à une autre, selon qu'ils étaient ou non capables de reconstituer leurs troupeaux et de leur offrir à

39. E. A. Alpers, 1974, p. 241.

40. A. H. Jacobs, 1965.

41. L. Berntsen, 1979.

42. *Ibid.*, p. 49.

nouveau de riches pâturages. Pourtant, à la suite des guerres du XIX<sup>e</sup> siècle, des groupes masai plus nombreux furent chassés de la Rift Valley et continuèrent leur vie semi-pastorale pendant la période coloniale<sup>43</sup>. Pour éviter toute confusion, nous considérerons ces guerres sous l'angle d'alliances ayant pour objectif de prendre la maîtrise du bétail et des pâturages indispensables à la vie pastorale.

Les causes de conflit, sans doute, furent diverses. La première série de guerres eut lieu sur le plateau occupé par les Uasin Gishu, déclenchée peut-être par un désaccord au sujet des pâturages. Les pasteurs masai de la Rift Valley pourraient avoir voulu s'approprier les riches herbages du plateau qu'utilisaient les Uasin Gishu, lesquels étaient aussi des Masai. Ceux-ci reçurent l'appui d'autres groupes de langue masai vivant sur le plateau. Finalement, les Uasin Gishu furent chassés du plateau et refoulés vers d'autres régions. On a déjà vu comment certains d'entre eux servirent à renforcer le royaume wanga avant l'arrivée des marchands de la côte.

La seconde série de guerres débuta après la célèbre famine de 1836, qui toucha de nombreuses régions de l'Afrique orientale. Il semble que bien des razzias n'aient d'abord eu pour but que de reconstituer les troupeaux anéantis par la sécheresse. Des conflits éclatèrent alors sur toute l'étendue du territoire masai. Dans le Sud, les Masai de la Rift Valley firent des incursions chez des groupes installés plus à l'est, vers le Pangani. Ils réussirent à chasser de Kibaya, de Shambarai et de Naberera, les obligeant à passer à l'est du Pangani, jusqu'aux plaines du Kilimandjaro et à Taveta. C'est vers cette même époque, probablement, que les Arusha s'installèrent sur les pentes du mont Meru. Dans le Nord, les Laikipia furent attaqués. Mais le gros du conflit se déroula de 1860 à 1864 entre les Purko et les Losegalai, lesquels vivaient dans une région allant du lac Nakuru au versant abrupt du Mau. Un certain nombre de Losegalai se réfugièrent en territoire kipsigi et nandi. D'après certaines traditions recueillies par Jacobs<sup>44</sup>, ce furent ces réfugiés masai qui transmirent aux Nandi l'institution de l'*oloiboni*, appelé chez eux *orkoiyot*; cela serait à l'origine de leur puissance au moment où celle de leurs voisins masai était sur le déclin.

La fin de cette deuxième série de guerres fut un tournant dans l'histoire des Masai qui perdirent définitivement le contrôle presque exclusif du plateau d'Uasin Gishu; et elle annonça la montée d'autres groupes nilotiques, comme les Nandi et les Kipsigi. Cet effacement de la présence masai sur le plateau permit alors aux marchands du littoral d'emprunter les routes du Kenya qu'ils avaient évitées jusque-là.

La dernière série de conflits entre Masai eut également pour théâtre les plateaux septentrionaux. Mbatian avait succédé à Subet comme chef rituel vers le milieu des années 1860<sup>45</sup>. De nombreuses alliances se formèrent:

43. Les Arusha en sont un bon exemple. Voir P. H. Gulliver, 1963.

44. A. H. Jacobs, 1965.

45. A. H. Jacobs (1965) estime, d'après la chronologie des générations, que Subet mourut en 1864. Pour sa part, D. A. Low (1963, p. 306), sur la foi de certaines sources, situe la succession de Mbatian en 1866.

d'abord celle des pasteurs purko et kisongo; puis celle des Laikipia et de certains groupes iloikop, ceux qui avaient été chassés des bons pâturages et forcés d'être à la fois semi-agriculteurs et pasteurs. Dès 1884, les communautés pastorales avaient pris le dessus et les Iloikop avaient été dispersés de tous les côtés.

Cette longue suite de guerres eut donc pour conséquence l'élimination des puissants groupes masai qui évacuèrent notamment les plateaux septentrionaux. Les survivants se dispersèrent très loin: du pied du Kilimandjaro à Taveta et aux plaines du Pare et de l'Usambara dans la vallée du Pangani, d'Arusha à la partie méridionale de la steppe masai, qui s'étend jusqu'à la côte. Ce sont eux que la littérature existante sur les Masai désigne sous le nom d'Iloikop ou Kwavi. La plupart de ceux qui avaient échoué au nord et à l'ouest furent assimilés par d'autres groupes.

La victoire des pasteurs masai ne doit pourtant pas faire illusion. Il est certain que, à la suite des guerres que l'on vient d'évoquer, leur territoire se trouva, lui aussi, amputé. Ils avaient déserté les régions situées à l'est du Kilimandjaro, ainsi que les plateaux d'Uasin Gishu et de Laikipia. La Rift Valley, les plaines et les hauts plateaux restaient, dans l'ensemble, sous leur contrôle, mais avec une population très réduite. Enfin, autre conséquence néfaste de toutes ces guerres, des maladies frappant hommes et bêtes infestèrent toute la région et sapèrent aussi leur pouvoir. Dans les vastes zones qu'ils avaient parcourues lors de leurs razzias, les Masai étaient entrés en contact avec de nombreuses populations, favorisant ainsi la contagion et la propagation de nouvelles maladies. En 1869, par exemple, le choléra, qu'ils avaient contracté auprès des Samburu, les décima<sup>46</sup>. Mais ce fut en 1880 que s'abattit sur eux le pire fléau, lorsqu'une terrible épidémie de variole se déclara au moment même où leurs troupeaux périssaient de pleuropneumonie. En fin de compte, ce furent toutes ces épidémies, plutôt que les guerres, qui abattirent la célèbre puissance masai; si bien qu'à l'époque où le colonialisme imposa sa loi, elle n'était guère plus qu'un souvenir.

## Pressions européennes

Entre 1845 et 1884, la pression européenne en Afrique orientale poursuivait quatre objectifs étroitement liés: l'abolition du commerce des esclaves; la propagation du christianisme; l'exploration géographique, et l'instauration d'un «commerce légitime». Ils étaient liés dans la mesure où ils traduisaient tous les quatre la volonté d'expansion du capitalisme européen, lui-même issu de la révolution industrielle: les nouveaux moyens de production ayant rendu le travail des esclaves moins rentable, le commerce qui s'en faisait n'inspirait plus que réprobation. Leur prétendu esprit humanitaire avait déjà conduit les pays occidentaux à abolir la traite transatlantique et, dans les

46. D. A. Low, 1963, p. 308.

années 1840, ils commencèrent à se soucier de celle qui continuait à sévir en Afrique orientale. D'autre part, le mouvement évangélique, qui allait de pair avec le courant humanitaire, s'intéressa lui aussi au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à l'Afrique orientale. C'est qu'en effet l'exploration géographique, elle-même stimulée par la curiosité scientifique et l'évangélisme, ouvrait des perspectives prometteuses à la noble ambition de ceux qui — missionnaires ou « commerçants légitimes » — voulaient supprimer les horreurs de la traite pratiquée par les Arabes.

Le « commerce légitime » était celui des marchandises autres que les êtres humains. On a vu cependant comment l'ivoire était devenu l'un des produits essentiels dont vivait le commerce international en Afrique orientale. Après que Sayyid Saïd eut transféré sa capitale d'Oman à Zanzibar, les grandes puissances occidentales de l'époque — Grande-Bretagne, États-Unis d'Amérique et France — ouvrirent des missions commerciales à Zanzibar. La quasi totalité de l'ivoire n'en continuait pas moins de transiter par Bombay avant d'être acheminée vers l'Europe, parce que les Indiens restaient les premiers commerçants d'Afrique orientale. Pourtant ce commerce, à y regarder de plus près, faisait déjà pratiquement partie du système impérialiste occidental dominé par les Britanniques, soit directement depuis Zanzibar, soit par Bombay<sup>47</sup>. Le volume des affaires traitées par les firmes américaines et allemandes (Hambourg), spécialisées les unes dans la cotonnade à bon marché, les autres dans la quincaillerie, était moindre que celui des marchands indiens<sup>48</sup>. La structure de ce marché demeura inchangée jusqu'à la fin de la période en question.

Le gouvernement britannique voulut abolir la traite des esclaves. Avant 1840, les Britanniques avaient essayé — en vain — de l'empêcher en dehors de la région soumise à l'autorité du sultan d'Oman. Le colonel Atkins Hamerton, qui, en 1841, avait été nommé consul de Grande-Bretagne à Zanzibar, s'efforça, des années durant, de parvenir à un nouvel accord avec le sultan de Zanzibar, qui avait transféré sa capitale d'Oman à Zanzibar en 1840. Ce n'est qu'en 1845 que fut enfin signé le Traité Hamerton, censé interdire la traite en dehors des possessions du sultan. Mais, même si les Britanniques avaient eu les moyens de le faire respecter, cela n'aurait eu qu'un effet très limité puisque la souveraineté du sultan s'étendait de l'Afrique orientale à la péninsule Arabique. Et comme de surcroît le sultan ne voulait surtout pas que ce trafic cessât, il n'était guère facile de lui imposer les limitations convenues. Sayyid Saïd mourut en 1856; son empire se scinda en deux, et la partie est-africaine échut à Sayyid Majid. Celui-ci n'était pas disposé non plus à accepter l'abolition de la traite; il eut même l'idée, pour mieux la contrôler, de se faire édifier une nouvelle capitale sur la côte, appelée « havre de paix » (Dar es-Salaam). Elle était encore en chantier lorsqu'il mourut en 1870. Les efforts entrepris pour abolir la traite restèrent sans effet jusqu'en 1873. À cette date, les Britanniques, après avoir accentué leurs pressions diplomatiques et leurs menaces réussirent

47. R. Robinson et J. Gallagher, 1961, p. 51.

48. R. Oliver, 1952, p. 1-2.

à obtenir de Sayyid Barghash, successeur de Majid, qu'il signe un décret abolissant la traite des esclaves par la mer.

Pourquoi avait-il été si difficile d'obtenir cette décision du sultan? La réponse va de soi si l'on considère l'expansion de l'économie de plantation à Zanzibar et à Pemba. Elle reposait sur le travail des esclaves. Aussi toute restriction apportée à leur recrutement ne pouvait-elle qu'en freiner la croissance. On sait que l'agriculture de plantation continua de s'étendre après le décret de 1873<sup>49</sup>. La traite des esclaves étant encore licite sur la côte, les commerçants pouvaient acheminer les esclaves sur de grandes distances le long de la mer, entre Kilwa et Mombasa, ou même Malindi, et les faire passer en contrebande à Zanzibar et surtout à Pemba, sur de petits bateaux mis à l'eau nuitamment pour éviter les patrouilleurs britanniques. Malgré l'interdiction de ce commerce sur le continent en 1876, ni le sultan ni les Britanniques n'avaient les moyens de faire effectivement appliquer les décrets. Les plantations de girofliers des îles avaient augmenté les besoins vivriers du continent, en matière notamment de céréales. C'est ainsi que l'on vit apparaître le long de la côte, de Pangani à Malindi, des plantations céréalières cultivées par des esclaves. Il était donc impossible à l'époque de faire la distinction entre les esclaves destinés à la vente et ceux destinés au travail sur ces plantations<sup>50</sup>. Pour aggraver les choses, cette période fut témoin de conflits internes en beaucoup d'endroits de l'arrière-pays, qui mirent sur le marché des captifs en très grand nombre. Les trafiquants trouvaient facilement le moyen d'éviter les troupes du sultan et les patrouilles de la marine britannique. Il se créa, de Pangani à Mombasa, une série de comptoirs clandestins, d'où de petits boutres pouvaient prendre la mer la nuit venue et rejoindre Pemba sans éveiller l'attention. Il est donc évident que la traite des esclaves resta une activité commerciale de premier plan pendant une bonne partie de la période coloniale.

Les missions commerciales européennes et les patrouilles navales chargées de surveiller les trafiquants d'esclaves ne s'aventuraient pas en dehors de la zone côtière et de Zanzibar. Bien que, par les marchands arabes, les Européens eussent sans doute entendu parler des régions situées à l'intérieur des terres, celles-ci, pour eux, restaient inconnues. Mais les événements, peu à peu, allaient attirer l'attention des esprits humanitaires et des évangélistes sur l'Afrique orientale. Jusqu'en 1856, ils s'étaient surtout intéressés au problème de la traite transatlantique. Mais, lorsqu'on commença à en savoir plus long sur les atrocités de la traite en Afrique orientale, c'est de ce côté-là, de plus en plus, que se porta l'intérêt général des Européens.

Les voyages de David Livingstone en Afrique centrale et orientale avaient contribué, plus que toute autre chose, à amorcer le processus. En 1856, il avait pour la deuxième fois traversé l'Afrique centrale, de l'Angola au delta du Zambèze. Avant lui, la Church Missionary Society (CMS) avait

49. F. Cooper (1977, p.54) signale que, en 1877, un bon millier d'Omanais émigrèrent d'Oman à Zanzibar.

50. *Ibid.*, p. 126.



envoyé trois missionnaires allemands pour entreprendre l'évangélisation de l'Afrique orientale. Johann Ludwig Krapf arriva à Mombasa en 1844, bientôt suivi de J. Rebmann en 1846, puis de J. J. Erhardt en 1849. Ils ouvrirent une mission à Rabai, près de Mombasa. Dès 1856, Rebmann avait traversé la plaine Nyika jusqu'au Kilimandjaro. Il fut ainsi le premier Européen à l'apercevoir. Quant à Krapf, il avait poussé plus loin vers le sud, pour visiter le royaume shambaa de Kimveri. Ensuite, il était remonté vers le nord jusqu'au pays kamba, où il fut le premier Européen à voir le mont Kenya. Erhardt et Krapf allèrent également vers le sud, jusqu'à l'embouchure du Rovuma; plus tard, après avoir passé quelque temps à Tanga, Erhardt fut en mesure de publier une carte de l'Afrique orientale qui comportait un grand nombre de renseignements sur l'intérieur du continent. Il en avait recueilli beaucoup alors qu'il séjournait sur la côte, notamment au sujet des Grands Lacs qu'il représentait comme une mer intérieure. Sa carte allait être « la principale source d'inspiration de Burton et de Speke lors de leur expédition de 1858 »<sup>51</sup>.

Ces premiers missionnaires avaient fait œuvre de pionniers; la somme de renseignements qu'ils avaient réunis se révéla fort utile pour ceux qui vinrent après eux. L'opinion publique, cependant, restait ignorante de toutes ces découvertes. Pour captiver son imagination, il fallut attendre Livingstone, qui, dans ses écrits et ses discours, flétrissait inlassablement la traite pratiquée par les Arabes. Tout pénétré de l'idéologie capitaliste de l'époque, qui exaltait les vertus du libre-échange, il se faisait l'avocat du commerce, capable, selon lui, de rattacher l'immensité du continent africain à l'Europe chrétienne; ce qui délivrerait les Africains de la pauvreté et des humiliations de l'esclavage. C'est pourquoi, dans ses voyages, il cherchait avant tout les fleuves navigables qui étaient, pour reprendre ses propres termes, « des voies de pénétration pour le commerce et le christianisme »<sup>52</sup>. La publication en 1857 de *Voyages et recherches d'un missionnaire dans l'Afrique méridionale*<sup>53</sup> s'ajoutant à ses démarches personnelles, finit par convaincre certains membres de l'Église anglicane de fonder l'Universities Mission to Central Africa (UMCA). Celle-ci fit de son mieux pour mettre en pratique les idées de Livingstone. Ses missionnaires s'efforcèrent de pénétrer dans la région du Zambèze; mais ils n'arrivèrent qu'à constater que ni ce fleuve ni le Rovuma n'avaient d'embouchure navigable. Après quoi la mission dut s'installer à Zanzibar pour se consacrer aux esclaves libérés.

Le problème de ces derniers suscitait l'intérêt de toutes les sociétés missionnaires qui œuvraient en Afrique orientale. Entre 1858 et 1873, la CMS, l'UMCA et les pères du Saint-Esprit s'en occupèrent. La CMS continua de travailler à Rabai, près de Mombasa, où des esclaves libérés avaient été envoyés de Bombay pour aider Rebmann. L'UMCA se fixa à Zanzibar, tandis que les pères du Saint-Esprit œuvraient à Bagamoyo. Aucune de ces

51. R. Oliver, 1952, p. 7.

52. *Ibid.*, p. 27.

53. D. Livingstone, 1857.

sociétés n'avait atteint l'objectif défini par Livingstone : ouvrir l'intérieur du continent au commerce et au christianisme. Néanmoins, le travail était commencé. Tandis que les missions s'implantaient d'abord sur la côte, d'autres Européens, s'inspirant de l'expérience des missionnaires, entreprenaient l'exploration des régions intérieures de l'Afrique orientale. En 1858, Burton et Speke partirent à la recherche de la « mer d'Unyamwezi »<sup>54</sup> signalée par Erhardt. Ils atteignirent le lac Tanganyika, et Speke reconnut également la rive méridionale du lac Victoria. En 1862, Speke repartit, en compagnie de Grant, explorer le lac Victoria et repéra la source du Nil. En descendant le Nil Blanc, ils rencontrèrent Samuel Baker qui remontait le fleuve depuis la mer. Plus tard, Livingstone lui-même devait, une fois de plus, s'enfoncer dans le cœur de l'Afrique et y faire de nouvelles découvertes. Ces explorations suscitérent un regain de passion missionnaire. La constatation de l'existence des Grands Lacs relança aussitôt le projet de Livingstone. Toutes les sociétés missionnaires britanniques qui opéraient en Afrique orientale voulurent faire circuler des bateaux à vapeur sur ces voies navigables intérieures. En révélant l'étendue et la nature de la traite pratiquée par les Arabes, ces explorations avaient excité les esprits. On s'apercevait que l'intérieur du continent n'était pas aussi inaccessible que Krapf l'avait pensé à propos du Kenya, ou que les missionnaires de l'UMCA l'avaient cru en explorant le cours inférieur du Shire. Nul doute, désormais, que des routes existaient, par où les caravanes s'enfouaient dans tout l'arrière-pays et par où, au retour, elles amenaient les esclaves jusqu'à la côte. Mais plus frappante encore était la révélation de la manière dont ce commerce affectait la vie des Africains.

Après la mort de Livingstone, les sociétés missionnaires britanniques redoublèrent de zèle. Livingstone avait eu droit à des funérailles nationales dans l'abbaye de Westminster ; cette cérémonie publique avait eu un grand retentissement : elle avait inspiré les prédicateurs et éveillé la passion du grand public pour l'œuvre missionnaire. La Scottish Free Church envoya à son tour des missions en Afrique centrale. La première, en 1875, elle pénétra dans les régions du Zambèze et du Shire, et s'établit à Blantyre, sur le lac Nyasa. Les autres sociétés missionnaires, qui avaient déjà commencé à œuvrer sur la côte, eurent tôt fait de se répandre. En 1875, l'UMCA établit une base à Magila, à l'intérieur du continent — dans une région qui faisait partie du royaume shambaa de Kimweri —, et l'année suivante à Masasi, en Tanzanie méridionale. Dans le même temps, H. M. Stanley, journaliste anglo-américain, aventurier et explorateur, qui avait déjà fait un premier voyage pour retrouver Livingstone, en entreprenait un deuxième pour pousser l'exploration encore plus loin. En 1875, le *Daily Telegraph* publia une lettre de lui dans laquelle il signalait le Buganda à l'attention des sociétés missionnaires. Nombre de fidèles offrirent aussitôt les fonds nécessaires au financement de nouvelles missions. En conséquence, la CMS étendit son

54. R. Oliver, 1952, p. 27.

influence au-delà de Freretown à Rabai, près de Mombasa, et mit en place une nouvelle mission à Mpwapwa, dans le centre de la Tanzanie, en 1876. De là, elle put atteindre l'année suivante la capitale de Mutesa. La London Missionary Society, à laquelle avait appartenu Livingstone, décida bientôt de marcher sur les pas de ce dernier et, encouragée par une proposition précise de financement, résolut d'aller jusqu'au lac Tanganyika, au bord duquel Livingstone avait passé les dernières années de sa vie. À partir de 1877, elle établit plusieurs missions aux alentours du lac Tanganyika : à Ujiji, à Urambo, dans l'île de Kavala et à Mtowa. Malheureusement, elles durent bientôt cesser toute activité : les missionnaires avaient du mal à supporter le climat et les intérêts politiques allemands s'opposaient à leurs activités. La London Missionary Society se réinstalla finalement en Rhodésie, dans la sphère d'influence britannique.

À la différence des protestants, les missionnaires catholiques reçurent leur impulsion, à la même époque, de la vision et de l'énergie d'un seul homme, monseigneur Lavigerie, nommé archevêque d'Alger en 1867. Un an après, il fonda la société des Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, connue plus tard sous le nom de pères Blancs. Cette société, selon lui, devait être en Afrique centrale le pendant religieux de l'Association internationale africaine, à l'intérieur des mêmes limites géographiques, entre le 10<sup>e</sup> parallèle nord et le 20<sup>e</sup> parallèle sud, et établir ses bases à proximité de celles de l'organisation laïque afin que les deux puissent mutuellement se prêter assistance<sup>55</sup>. Le premier établissement des Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique en Afrique orientale s'établit à Tabora, en 1878. Les pères du Saint-Esprit, qui les avaient précédés de dix ans en s'installant à Bagamoyo, s'étaient surtout efforcés de créer des colonies d'esclaves libérés, plutôt que de multiplier le nombre de leurs missions. Au moment donc où les pères Blancs se répandirent dans l'intérieur, les pères du Saint-Esprit n'avaient pas dépassé Morogoro, où ils avaient créé une mission « à Mhonda, à une centaine de miles vers l'intérieur »<sup>56</sup>.

À partir de Tabora, un certain nombre de pères Blancs se dirigèrent vers le nord pour créer une mission à Bukumbi, sur la rive méridionale du lac Victoria, puis, de là, ils gagnèrent le Buganda. À leur arrivée à la cour du roi Mutesa, ils constatèrent qu'Alexander M. Mackay, missionnaire de la CMS, les avait devancés de plusieurs mois ; que les musulmans « étaient établis dans le pays depuis plusieurs années, et qu'un certain nombre de chefs avaient embrassé l'islam »<sup>57</sup>. Cette rencontre marqua le début des rivalités religieuses entre, d'une part, musulmans et chrétiens et, d'autre part, protestants et catholiques. Mutesa sut arbitrer ces antagonismes en jouant d'un groupe contre l'autre mais après sa mort, en 1884, ils devaient influencer profondément sur la vie de la cour.

Un autre groupe de pères Blancs, toujours à partir de Tabora, se dirigea vers l'ouest et ouvrit une mission à Ujiji, en 1879, d'où il gagna Rumonge,

55. *Ibid.*, p. 46-47.

56. J. M. Gray, 1963, p. 244.

57. G. D. Kittler, 1961, p. 161.

au Burundi, à 120 kilomètres environ au sud de l'actuel Bujumbura; mais la mission fut abandonnée en 1881 après le massacre de trois missionnaires. « Les pères Blancs ne purent retourner à la mission pendant près de cinquante ans<sup>58</sup>. » En 1885, ils en ouvrirent deux autres, près de celles qui avaient été fondées par l'Association internationale africaine à la suite de la décision prise par le roi des Belges, Léopold II, de s'occuper en priorité de l'État indépendant du Congo.

Jusqu'à 1884, l'influence européenne en Afrique orientale s'exerça d'abord et avant tout par le truchement des sociétés missionnaires. Le commerce, même dans les régions où il s'était organisé, n'apparaissait que comme un prolongement de l'œuvre missionnaire. Deux exemples le montrent bien : celui, d'abord, de la Livingstonia Central African Trading Company. Cette compagnie, qui travaillait en liaison avec les missions écossaises de la région du lac Nyasa, semblait avoir pour fonction essentielle de ravitailler celle de Blantyre par les voies navigables que sillonnaient ses bateaux à vapeur et, au retour, de rapporter de l'ivoire qu'elle vendait à des prix très inférieurs à ceux pratiqués par les commerçants arabes qui utilisaient de la main-d'œuvre servile. Le second exemple nous est fourni par la Scottish Free Church. L'un de ses membres, William Mackinnon, propriétaire de la British India Steam Navigation Company, avait inauguré, en 1872, une ligne maritime desservant Zanzibar. Quelques années plus tard, il obtint du sultan de Zanzibar l'autorisation de construire des routes qui auraient relié la côte au lac Nyasa et au lac Victoria. Bien que ce projet n'eût jamais été réalisé, il fut le germe dont allait naître, lors du partage de l'Afrique, la plus impérialiste de toutes les organisations, la British East Africa Company.

Pendant la période étudiée ici, les missionnaires faisaient encore œuvre de pionniers. En apparence, leur travail semble n'avoir guère eu d'effets sur les sociétés africaines, mais à y regarder de plus près on s'aperçoit que son influence a été considérable. Les sociétés missionnaires implantées en Afrique orientale étaient alors plus puissantes, car elles n'étaient pas assujetties aux contraintes imposées plus tard par les gouvernements coloniaux. Comme le dit Roland Oliver : « Les missions devinrent une puissance dans la région, et pas seulement d'ordre spirituel. Au Buganda comme à Zanzibar, les autorités politiques locales étaient assez fermement établies pour étendre leur tutelle aux étrangers. Ailleurs, même le missionnaire qui partait avec quelques douzaines de porteurs et cherchait à s'installer dans un village indigène devait instituer ce qui était, en fait, un petit État indépendant<sup>59</sup>. »

Les premières missions étaient aussi modelées par l'effort qu'elles faisaient pour créer des colonies d'esclaves libérés. Que ces colonies fussent sur la côte (comme à Freretown ou à Bagamoyo) ou dans l'intérieur (comme à Masasi, Blantyre, Mpwapwa, Tabora ou Ujiji), elles cherchaient à s'établir surtout près des routes des caravanes d'esclaves et à faire des captifs libérés

58. *Ibid.*, p. 157.

59. R. Oliver, 1952, p. 50.

le noyau des colonies missionnaires, en conformité avec leur intention de combattre la traite pratiquée par les Arabes. En fait, ces missions se transformèrent en États théocratiques et attirèrent même des exilés politiques, des esclaves fugitifs et ceux qui n'avaient pas trouvé leur place dans les sociétés où elles s'étaient implantées<sup>60</sup>. C'est ainsi qu'elles affaiblissaient encore des sociétés déjà soumises aux pressions économiques de l'époque et réduisaient d'autant leur capacité de s'opposer à l'instauration du régime colonial. D'une manière plus générale, on peut dire que les sociétés missionnaires furent également les pionnières de ce régime. La plupart des trois cents Européens installés sur le continent avant 1884 étaient, par leurs activités, en rapport avec les missionnaires<sup>61</sup>. Même quand les missions européennes étaient sous l'autorité effective d'un chef local, leur simple existence, sans même parler de leur influence culturelle, ouvrait la voie aux prétentions coloniales de la période du partage de l'Afrique.

L'Afrique orientale faisait alors partie, comme il a déjà été dit, d'un vaste empire britannique qui ne disait pas encore son nom. Or, vers la fin de la période étudiée ici, l'accession de l'Allemagne au rang de grande puissance occidentale ne fit qu'exaspérer les rivalités existantes. Celles-ci se traduisaient, en dehors de l'Afrique orientale, par diverses tensions. Lorsque Léopold II, en 1876, réunit à Bruxelles une conférence internationale « pour discuter des modalités d'une intervention pacifique et concertée en vue de développer le commerce légitime et de supprimer celui des esclaves »<sup>62</sup>, les rivalités apparaissaient déjà au grand jour. Finalement, la conférence internationale n'aboutit qu'à la formation de sous-commissions nationales jalouses les unes des autres. Léopold II prit alors les devants et créa son propre empire au Congo. L'opération la plus importante fut, en 1882, l'occupation de l'Égypte par les Britanniques. Pour la justifier, ils alléguèrent la position stratégique de l'Égypte (avec le canal de Suez et le Nil) pour la défense de leurs intérêts en Inde et, dans une moindre mesure, en Afrique orientale. Mais la réaction internationale ne se fit pas attendre. Elle entraîna toute une chaîne d'événements, et d'abord l'annexion par l'Allemagne de plusieurs territoires : le Sud-Ouest africain en avril 1884 et le Cameroun en juillet de la même année. En Afrique occidentale, l'Allemagne et la France esquissaient un rapprochement pour s'opposer aux visées britanniques sur le Niger. L'impérialisme déferlait. Lorsque Bismarck, en novembre 1884, réunit la Conférence de Berlin, le dépeçage de l'Afrique était déjà commencé. En Afrique orientale, Carl Peters avait débarqué à Zanzibar au nom de sa Gesellschaft für Deutsche Kolonisation (Société de colonisation allemande) et avait pénétré au cœur des terres pour négocier des traités. Les Britanniques se berçaient encore de l'espoir que, en consolidant l'autorité de Sayyid Barghash sur le continent, ils pourraient sauvegarder leurs intérêts sans avoir eux-mêmes à coloniser.

60. *Ibid.*, p. 50.

61. *Ibid.*, p. 49.

62. J. E. Flint, 1963, p. 362.